



Heure des questions du 14 septembre 2020

Question 20.5621 Dandrès

Mission permanente de la Suisse auprès de l'ONU

La représentation suisse à l'ONU est parfois interpellée par des syndicats. Le syndicat New Wood, qui organise des salarié-e-s de la Genève internationale, a récemment sollicité audience. La Mission suisse a argué ne pas connaître ce syndicat, pourtant actif depuis plusieurs années et membre de l'Union syndical suisse. Le Conseil fédéral peut-il donc préciser les modalités de présentation désormais à respecter par les syndicats, pour être « connus » et entendus de la Mission suisse ?

Réponse

La Communauté genevoise d'action syndicale (CGAS) a écrit à la Mission suisse en juillet 2020 au sujet du Syndicat New Wood des Nations Unies. Le CGAS s'étonnait que la Mission suisse aurait découragé les missions permanentes étrangères ou les institutions de la Genève internationale de répondre aux sollicitations du Syndicat New Wood.

La Mission suisse y a répondu en indiquant au CGAS qu'elle ne connaissait pas ce syndicat et qu'elle n'avait jamais découragé quiconque de traiter avec lui.

Par la suite, le Syndicat New Wood lui a adressé une demande de rencontre informelle afin qu'il puisse lui expliquer ces actions. La Mission suisse y répondra favorablement comme elle le fait à chaque fois qu'un syndicat ou un conseil du personnel d'une organisation internationale lui en formule la demande.



Heure des questions du 14 septembre 2020

Question 20.5519 de Quattro Obligation légale de signaler une personne infectée

De nombreux médecins ne respecteraient pas leur obligation de signaler les cas de Covid-19 à l'OFSP, selon les informations parues dans la presse. Résultat, des données importantes sur les facteurs de risque et les lieux d'infections manqueraient.

Le Conseil fédéral a-t-il pris les mesures nécessaires pour que les cantons rappellent aux médecins cantonaux leur obligation légale de transmettre à l'OFSP toutes les données cliniques reçues ?

Réponse

L'OFSP a rappelé régulièrement aux médecins leur obligation de déclarer, que ce soit dans les recommandations qu'il leur a adressées, dans des lettres envoyées à tous les membres de la FMH ou dans un article publié dans le bulletin de l'OFSP. La déclaration des résultats cliniques a, en outre, été facilitée avec l'introduction de la déclaration électronique. Par ailleurs, l'OFSP a régulièrement abordé cette thématique avec les médecins cantonaux.

Ces mesures ont eu un effet positif sur la proportion des cas cliniques déclarés à l'OFSP. Au mois d'août, un formulaire clinique a été transmis pour environ 80 % des cas.



Heure des questions du 14 septembre 2020

Question 20.5520 Nicolet

Beurre importé utilisation trompeuse et abusive de la désignation de fabrication Suisse

Bien qu'il soit indiqué l'origine « UE », du beurre importé est commercialisé dans des emballages identiques à ceux utilisés pour le beurre indigène, sur lesquels il est clairement fait mention de « Produit en Suisse » complété par le numéro de producteur frappé d'un magnifique « CH ».

La Confédération entend-elle exiger un emballage distinct et indiquant clairement le lieu de production du beurre importé ?

Réponse

L'indication du pays de production est obligatoire en vertu de la législation sur les denrées alimentaires (art. 12 de la loi sur les denrées alimentaires, LDA ; RS 817.0). En lieu et place du pays de production, il est possible d'indiquer pour les denrées alimentaires transformées tel que le beurre, un espace géographique plus large (par exemple « UE » ; cf art. 15, al. 4 de l'Ordonnance du DFI concernant l'information sur les denrées alimentaires [OIDAI] ; RS 817.022.16). Pour du beurre importé de l'UE, l'indication « produit dans l'UE » est donc correcte et claire. Les consommateurs peuvent ainsi décider d'acheter en toute connaissance de cause.

Il n'existe par contre aucune règle selon laquelle l'emballage des produits importés doit être différent de celui des produits fabriqués en Suisse. Et le Conseil fédéral n'envisage pas d'introduire une telle obligation. Toutefois, le principe selon lequel les consommateurs ne doivent pas être trompés s'applique toujours (art. 18 LDAI) : l'emballage ne doit pas suggérer dans son impression d'ensemble que le beurre provient de Suisse (il ne doit, par exemple, pas figurer de croix suisse sur l'emballage).



Heure des questions du 14 septembre 2020

Question 20.5522 Addor

Gitans : les cantons obligés de subir leurs incivilités ?

On sait que l'ouverture de places d'accueil pour les gens du voyage est souvent compliquée dans les cantons, au vu des nombreuses nuisances qui, inmanquablement, accompagnent leur exploitation. Quelles sont les bases légales qui contraignent les cantons à ouvrir et exploiter de telles places d'accueil avec quelles sanctions en cas de refus ? D'éventuelles sanctions ont-elles déjà été appliquées contre des cantons "récalcitrants" ?

Réponse

Dans son arrêt du 28 mars 2003, le Tribunal fédéral a explicitement reconnu le droit des gens du voyage à disposer d'aires d'accueil appropriées (1A.205/2002).

L'aménagement du territoire relève de la compétence des cantons. Le Tribunal fédéral rappelle que les plans d'affectation cantonaux doivent prévoir des zones et des emplacements propres à accueillir les minorités nomades et à leur permettre de mener leur mode de vie traditionnel. L'Office fédéral du développement territorial ARE veille à ce que ces exigences soient respectées lors de la procédure d'approbation des plans directeurs cantonaux et, le cas échéant, il renvoie ces derniers pour révision.

Dans la mesure où il s'agit d'une compétence relevant des cantons, la Confédération n'a pas à prévoir d'éventuelles autres sanctions qui seraient appliquées à leur égard.

Les cantons ont intérêt à mettre à disposition des places appropriées pour le séjour des Yéniches, des Manouches et des Roms. La Confédération soutient les cantons dans leurs efforts. C'est justement le manque d'aires d'accueil qui a des retombées négatives sur les cantons.



Ora delle domande del 14 settembre 2020

Domanda 20.5531 Farinelli

Riserve degli assicuratori malattia, quale è il limite?

Nei giorni scorsi sono state pubblicate delle indiscrezioni a mezzo stampa in merito all'aumento delle riserve attuali degli assicuratori malattia passate da 9 a 11 miliardi di franchi.

Il Consiglio federale può confermare questa tendenza e come si assicurerà che, se fosse il caso, se ne tenga debita considerazione (andandone a ridurre il livello) al momento della fissazione dei nuovi premi per l'anno 2021.

Risposta

Il Consiglio federale può confermare la tendenza all'aumento delle riserve.

L'ammontare minimo delle riserve richiesto è tuttavia cresciuto nella stessa proporzione. Il rapporto tra riserve disponibili e riserve minime è pertanto rimasto invariato.

La riduzione delle riserve è un processo volontario: il quadro legale vigente non consente di costringere gli assicuratori a ridurre le loro riserve.

La legge sulla vigilanza sull'assicurazione malattie e la pertinente ordinanza prevedono due meccanismi per correggere a posteriori differenze troppo grandi tra premi e costi effettivi: la riduzione volontaria delle riserve e il rimborso dei premi incassati in eccesso. L'UFSP ha emanato una circolare in cui sono precisate le condizioni alle quali gli assicuratori possono procedere a una riduzione volontaria delle riserve: quelli che dispongono di riserve eccessive hanno la possibilità di calcolare con un margine molto stretto i premi per l'anno successivo, assumendosi un rischio maggiore. Se i costi effettivi superano i costi stimati, la differenza è finanziata con le riserve.



Heure des questions du 14 septembre 2020

Question 20.5534 Hurni

Vaccination contre la grippe: quelle stratégie?

Selon les experts et l'OFSP, une large vaccination contre la grippe, notamment des personnes à risques serait importante pour soulager le système de santé cet hiver. Quelle est la stratégie du CF, notamment en matière de :

1. Diffusion rapide du vaccin pour un maximum de personnes (vaccination gratuite, campagne mobile,...)
2. Choix des personnes prioritaires (quelle catégorie exacte de personne)
3. Gestion du stock de vaccin

Réponse

Comme chaque année, la vaccination contre la grippe est recommandée aux groupes de personnes présentant un risque accru de complications en cas d'infection ainsi qu'aux personnes qui, dans le cadre de leur activité privée ou professionnelle, sont en contact étroit et régulier avec ces groupes. Cette année en particulier, il est important que les groupes de personnes présentant un risque accru de complications se fassent vacciner plus largement.

Les doses de vaccins contre la grippe destinées à la Suisse couvrent habituellement les besoins. Cependant, cette année, la demande est supérieure aux années précédentes. La Confédération s'est donc entendue avec les producteurs pour obtenir plusieurs centaines de milliers de doses de vaccin supplémentaires pour le marché suisse. Elle essaie actuellement de conclure d'autres accords pour mettre à disposition ultérieurement des doses supplémentaires.

La quantité reste néanmoins limitée et ne permet pas d'organiser une campagne à grande échelle. La journée nationale de vaccination, qui permet un accès facilité à la vaccination contre la grippe, est reconduite cette année et aura lieu le 6 novembre 2020. La vaccination est remboursée par l'assurance obligatoire des soins pour les personnes qui présentent un risque accru de complications.



Heure des questions du 14 septembre 2020

Question 20.5535 Hurni

Expertises AI: des problèmes réglés par le Développement continu de l'AI

Les dérives causées par le système d'expertise de l'AI ont une nouvelle fois défrayé la chronique. Les abus de certains experts ont déjà fait l'objet d'interventions en 2019 auxquelles le Conseil fédéral a répondu en renvoyant au Développement continu de l'AI (désormais adopté) et à la recherche sur la qualité des expertises (bientôt connue).

- Ainsi, le nouvel article 44 LPGA permettra-t-il de lutter efficacement contre ces dérives ?
- Le Conseil fédéral envisage-t-il de prendre des mesures avant son entrée en vigueur ?

Réponse

Le Conseil fédéral part du principe que les mesures prévues à l'article 44 LPGA, en particulier la création d'une commission chargée notamment du contrôle des critères d'admission des experts médicaux et du résultat des expertises, de même que l'enregistrement des entretiens, amélioreront la qualité des expertises médicales.

Une analyse externe s'est penchée de manière approfondie sur la pratique des expertises médicales. Les recommandations émises sont actuellement examinées afin de déterminer lesquelles seront intégrées aux ordonnances relatives au développement continu de l'AI et lesquelles relèveront de directives spécifiques de l'OFAS, pouvant entrer en vigueur rapidement. Le rapport sera publié prochainement.



Fragestunde vom 14. September 2020

Frage 20.5536 Roth Franziska

Systematischer Einbezug der Branchenverbände betr. weitere Massnahmen COVID-19

Die Kinderbetreuung ist systemrelevant und entsprechend fragil. Wie ist der systematische Einbezug der Branchenverbände von systemrelevanten Angeboten (z.B. Kibesuisse im Bereich Kinderbetreuung) sichergestellt? Wie wird auf nationaler Ebene sichergestellt dass, mit Blick auf die steigenden Fallzahlen und den von den Kantonen zum Teil unterschiedlichen Massnahmen, eine möglichst hohe Koordination und der Einbezug der Fachpersonen im Bereich Kinderbetreuung garantiert ist?

Antwort

Der Bundesrat legt bei der Ausarbeitung von Massnahmen zur Bekämpfung von Covid-19 grossen Wert auf die Anhörung der betroffenen Branchen. Das Bundesamt für Gesundheit (BAG) und das Bundesamt für Sozialversicherungen (BSV) stehen deshalb seit Beginn der Krise in direktem und regelmässigem Austausch mit Fachorganisationen aus dem Bereich der Kinderbetreuung, darunter auch dem Verband Kinderbetreuung Schweiz «kibesuisse».

Unter anderem erarbeiteten «kibesuisse», die Konferenz der schweizerischen Sozialdirektorinnen und Sozialdirektoren (SODK), das BAG und das BSV im April 2020 gemeinsam das Merkblatt zum Gesundheitsschutz in Institutionen der familienergänzenden Kinderbetreuung.



Fragestunde vom 14. September 2020

Frage 20.5537 Roth Franziska

Monitoring kantonalen Massnahmen betr. COVID-19 im Bereich Kinderbetreuung

Gemäss Auskunft der SODK übernimmt diese kein Monitoring der kantonalen Massnahmen (zum Beispiel Maskenpflicht) im Bereich Kinderbetreuung. Wie wird sichergestellt, dass es ein solches Monitoring gibt und wer verantwortet die Auswertung, insbesondere auch auf die Fallzahlen? Wer stellt sicher, dass die kantonalen Massnahmen mit den Grundprinzipien und Empfehlungen des BAG's (z. B. grundsätzliche Fragen wie Abstand zwischen Kleinkindern und Erwachsenen) übereinstimmen und nachvollziehbar bleiben?

Antwort

Die Zuständigkeit für die familienergänzende Kinderbetreuung liegt in erster Linie bei den Kantonen und Gemeinden. In der besonderen Lage behalten die Kantone ihre Zuständigkeit, soweit die aktuellen Covid-19-Bestimmungen nichts Anderes regeln. Dem Bund wurden in diesem Bereich keine Aufsichtspflicht oder andere Aufgaben übertragen. Entsprechend liegt auch der Entscheid, ob ein Monitoring der kantonalen Massnahmen zur Bekämpfung des Coronavirus (Covid-19) im Bereich der familienergänzenden Kinderbetreuung notwendig und zielführend ist, in der Kompetenz der Kantone.



Fragestunde vom 14. September 2020

Frage 20.5546 Bircher Exitstrategie Covid-19

Aktuell gelten diverse Schutzkonzepte, werden diese erst bei Verfügbarkeit eines Impfstoffes aufgehoben und was, wenn sich nur sehr wenige Personen gegen Covid-19 impfen lassen, sprich wie sieht die Exitstrategie des Bundesrates aus?

Antwort

Schutzkonzepte erlauben nach einer Phase mit strengen Massnahmen zu Eindämmung der Pandemie, die schrittweise Öffnung und damit eine weitgehende Normalisierung des Alltags. Sie sind daher für alle öffentlichen Einrichtungen verpflichtend. Der Bundesrat wird diese Bewältigungsstrategie auch in den kommenden Monaten weiterführen, um die Bevölkerung vor Corona-Ansteckungen schützen.

Die Verfügbarkeit eines Impfstoffes wird nicht vor 2021 gegeben sein. Ein Impfkonzert wird vom BAG in Zusammenarbeit mit der Eidgenössischen Kommission für Impffragen und weiteren Akteuren zurzeit erarbeitet.

Eine Aufhebung der Massnahmen hängt von verschiedenen Faktoren ab, wie zum Beispiel welche Personengruppen und wie viele Personen geimpft werden und welchen Schutz der COVID-19-Impfstoff verleiht. Die Impfung wird freiwillig bleiben.



Fragestunde vom 14. September 2020

Frage 20.5554 Weichelt-Picard Zwischenstaatliche Vereinbarungen zu Grenzgänger*innen im Pflegebereich

2011 hat der Bundesrat mit Frankreich vereinbart, dass die Schweiz nicht von einer Requirierung des Gesundheitspersonals in Frankreich bei einer Grippepandemie betroffen würde und diese Leute auch während der COVID-19-bedingten Grenzschiessung in die Schweiz einreisen durften.

- Welche analogen Verträge bestehen mit Italien, Deutschland und Österreich?
- Welche Abkommen haben Kantone vereinbart?
- Was hat der Bundesrat während der diesjährigen Grenzschiessung sonst noch vorgekehrt, um die erwähnten Fachleute einreisen zu lassen?

Antwort

Das Abkommen mit Frankreich für Grippepandemiefälle dient als wichtige Grundlage für die Zusammenarbeit zur Bewältigung der Coronakrise. Im Rahmen der im genannten Abkommen vorgesehenen Arbeitsgruppe konnten entsprechende Fragen gemeinsam mit Frankreich und unter Einbezug der interessierten Kantone bearbeitet werden.

Mit Italien, Deutschland und Österreich bestehen andere etablierte Kanäle der Zusammenarbeit. Auf der Basis dieser Kanäle pflegte der Bundesrat stets einen engen Kontakt mit den Nachbarstaaten, um Fragestellungen im Zusammenhang mit Grenzgängerinnen und Grenzgängern rasch identifizieren und gegebenenfalls geeignete Massnahmen einleiten zu können. Auch mit den Kantonen, insbesondere mit den Grenzkantonen, gab es einen engen Austausch zu diesen Fragen.

Eine wichtige Massnahme war die Einrichtung von sogenannten «Green Lanes» an Grenzübergängen, das heisst eigene Fahrspuren für Personen, die im Gesundheitswesen oder vergleichbar systemrelevanten Berufen arbeiten.



Fragestunde vom 14. September 2020

Frage 20.5555 Weichelt-Picard Grenzgänger*innen in der Pflege sind «systemrelevant»

Pflegende aller Ausbildungs- u. Spezialisierungsstufen kommen als Grenzgänger*innen aus den Nachbarstaaten I, F, D und A in die CH. In einzelnen Grenzregionen dürften bis zur 50% aller Pflegenden dieser Gruppe angehören. Dank diesen Fachleuten konnte gerade während der aktuellen Pandemie die Betreuung von kranken Menschen in der geforderten Qualität geleistet werden. Wie viele solcher Pflegenden arbeiten zur Zeit in der CH? Wie gross ist ihr Anteil an der Gesamtzahl der Pflegenden in der CH?

Antwort

Die Anteile der Grenzgängerinnen und Grenzgänger am Personal im Gesundheits- und Sozialwesen lassen sich den verschiedenen Statistiken des Bundesamtes für Statistik (BFS) entnehmen (aufgrund der Datenverfügbarkeit ist eine Auswertung nur für die Wirtschaftsabteilung «Gesundheits- und Sozialwesen» und nicht nach beruflicher Tätigkeit (Pflege) möglich, da die Grenzgängerstatistik nicht nach Berufen publiziert wird).

In der Schweiz arbeiten ca. 30 000 Grenzgängerinnen und Grenzgänger im Gesundheits- und Sozialwesen. Ihr Anteil am Gesamtpersonal in dieser Branche beträgt 6%.

In den Grenzkantonen ist ihr Anteil bedeutend höher, am höchsten im Kanton Genf (38%), gefolgt vom Kanton Tessin (20%) und dem Kanton Basel-Stadt (17%). Die Anteile in den Nicht-Grenzkantonen liegen mit 0%-3% um einiges tiefer.



Fragestunde vom 14. September 2020

Frage 20.5556 Schläpfer

Umsetzung der Motion 17.3969, wie ist der Stand der Arbeit?

Das Parlament hat mit der Motion 17.3969 der Kommission für soziale Sicherheit und Gesundheit des Ständerates (SGK-SR) den Bundesrat beauftragt, Artikel 52 des KVG so zu ändern, dass die Tarife von Analysen durch medizinische Labors künftig - analog TARMED und DRG - durch die Tarifpartner verhandelt werden.

Wie sieht der Stand der Arbeit des BAG für eine Umsetzung aus? Kann noch dieses Jahr mit einer Umsetzung gerechnet werden?

Antwort

Die Arbeiten an der Umsetzung der Motion sind am Laufen. Das BAG hat zur Umsetzung dieser Motion eine Begleitgruppe, bestehend aus den Tarifpartnern FAMH, FMH, Hausärzte Schweiz, H+, pharmasuisse, santesuisse und curafutura, eingesetzt. Die erste Sitzung der Begleitgruppe fand im ersten Halbjahr 2020 statt. Eine zweite Sitzung der Begleitgruppe mit Diskussion eines konkreten Umsetzungsvorschlags ist für das Frühjahr 2021 geplant. Infolge dringender Aufgaben der bearbeitenden Sektion im Rahmen der Bekämpfung von Covid-19 kann nicht mit einer Umsetzung in diesem Jahr gerechnet werden.



Fragestunde vom 14. September 2020

Frage 20.5560 Bregy Saisonale Grippe: Kostenlose Grippeimpfung!

Die saisonale Grippe verursacht laut BAG in der Schweiz jährlich bis zu 275000 Arztkonsultationen, mehrere tausend Hospitalisationen und mehrere hundert Todesfälle. Die Wirksamkeit der Grippeimpfung beträgt zwischen 20 und 80 Prozent.

- Ist der Bundesrat bereit, im laufenden Jahr die Kosten sämtlicher Grippeimpfungen zu übernehmen?
- Sind zusätzliche Massnahmen zur Förderung der Grippeimpfung geplant?
- Wie sieht die Risikoanalyse beim Zusammenfallen von Pandemie und saisonaler Grippe aus?

Antwort

Die Kosten der Grippeimpfung werden auch dieses Jahr gemäss Empfehlungen des BAG und der Eidgenössischen Kommission für Impffragen für diejenigen Personen mit einem erhöhten Risiko von der obligatorischen Krankenpflegeversicherung übernommen, abzüglich Franchise. Die empfohlene Impfung für Kontaktpersonen dieser Risikogruppe geht weiterhin zu Lasten der Geimpften.

Der Bund hat dieses Jahr schon im ersten Quartal auf die erhöhte Nachfrage reagiert und die verschiedenen Hersteller aufgefordert, mehr Impfdosen als bisher üblich dem Schweizer Markt zur Verfügung zu stellen. Des Weiteren wird der empfohlene Zeitpunkt dieses Jahr verlängert. Er beginnt wie gewohnt Mitte Oktober und dauert dieses Jahr statt bis Mitte November bis zum Beginn der Grippewelle, was normalerweise im Januar/Februar der Fall ist.

Ein Zusammenfallen einer Grippewelle mit einer COVID-19 Welle ist nicht ausgeschlossen. Dies würde die Spitäler, aber auch die Grundversorger zusätzlich stark belasten und stellt für die besonders gefährdeten Personen ein zusätzliches Risiko dar. Die Erfahrung zeigt jedoch, dass die empfohlenen Hygiene- und Verhaltensmassnahmen sich mit grosser Wahrscheinlichkeit auch präventiv auf die Übertragung der Grippeviren auswirken kann.



Fragestunde vom 14. September 2020

Frage 20.5561 Bregy

Covid-19 und Schule: Unpraktikable Massnahmen?

"Personen mit Krankheitssymptome bleiben zu Hause", so die Empfehlung des BAG, auch für Schulkinder. Werden diese jedoch bei Schnupfen und Husten vom Schulunterricht ausgeschlossen, hat dies weitreichende Konsequenzen, u.a. betreffend Betreuung, Schulabsenz (Kinder) / Fehlen am Arbeitsplatz (Eltern).

- Ist diese Massnahme verhältnismässig?
- Wurden diese Konsequenzen analysiert und sind Abfederungsmassnahmen geplant?
- Oder sind Bundesrat/BAG bereit, diese Empfehlung für die Schule anzupassen?

Frage 20.5582 Roth Franziska

Umgang mit schnupfenden Kindern: Sollen ungetestete Kinder bis 12 Jahre mit leichten Symptomen die Kita oder Schule besuchen?

Im Juli 2020 wurde das Thema "Umgang mit schnupfenden Kindern" beim BAG als dringend deponiert. Bei der Hotline des Kt. ZH wird auf den bald vorhandenen nationalen Leitfaden verwiesen. Das BAG teilt mit, dass dieser frühestens Mitte Oktober erwartet werden kann.

- Sieht der BR die Klärung auch als dringlich?
- Wenn ja, was unternimmt der Bundesrat für eine schnellere Erstellung der Richtlinien wie sie z.B. Rheinland-Pfalz hat?

Antwort

Die aktuellen Empfehlungen des BAG lauten dahingehend, dass jede Person mit COVID-19-ähnlichen Symptomen zu Hause bleiben muss, um die Verbreitung des Virus zu vermeiden. Auch wenn nur leichte Symptome vorliegen, ist eine Ansteckung nicht ausgeschlossen.

Der Bundesrat ist sich jedoch bewusst, dass Kinder unter 12 Jahren oft respiratorische, auf banale Viren zurückzuführende Symptome aufweisen. Ebenfalls sind sie weniger oft mit dem Coronavirus infiziert und übertragen diesen weniger oft. Es ist auch klar, dass, wenn Kinder zu Hause bleiben müssen, dies die Eltern vor Herausforderungen stellt.

Der Bundesrat versteht daher die Notwendigkeit von Richtlinien, die es erlauben, die Situation besser zu meistern. Insbesondere mit Blick auf den Herbst und den Winter. Das BAG arbeitet mit Vertretern der Schweizerischen Gesellschaft für Pädiatrie an solchen Richtlinien. Ziel ist es, diese Mitte Oktober zu publizieren.



Fragestunde vom 14. September 2020

Frage 20.5584 Portmann

Veraltetes BAG - Informationsblatt bei der Einreise in die Schweiz

Bei der Einreise in die Schweiz wird noch ein COVID-19 Informationsblatt des BAG verteilt, das zu Beginn der Grenzöffnungen vor über 3 Monaten erstellt wurde. Darin ist z.B. noch nur eine Maskenempfehlung im öffentlichen Verkehr vermerkt. Auf Anfrage bei den Fluggesellschaften wurde mir mitgeteilt, man habe dies beim BAG moniert und als Antwort erhalten; "man hätte im Mai zuviele solche Informationsblätter gedruckt".

Was tut der Bundesrat, um im BAG Schweizer Qualität durchzusetzen?

Antwort

Tatsächlich ist die Maskenpflicht, wie sie im öffentlichen Verkehr seit dem 6. Juli verlangt wird, in den bisher am Flughafen verteilten Flyer noch nicht enthalten. Die aktualisierten Flyer sollen schnellstmöglich zur Verfügung gestellt werden.



Fragestunde vom 14. September 2020

Frage 20.5585 Portmann COVID-19 Strategie des Bundesrates

Zu Beginn der Pandemie war das Ziel der bundesrätlichen Strategie, unser Gesundheitssystem funktionsfähig zu erhalten, und vor allem genügend Patientenbetten in den Intensivstationen sicherstellen zu können. Damit begründete der Bundesrat die massiven Einschränkungen in die persönlichen Freiheitsrechte der Bürgerinnen und Bürger. Was ist heute die gesundheitspolitische Zielsetzung des Bundesrates?

Antwort

Das Vorgehen des Bundesrates zur Bewältigung der Coronakrise hatte und hat zum Ziel, die Gesundheit der Bevölkerung in der Schweiz zu schützen und die Auswirkungen des Ausbruchs und der Verbreitung des Coronavirus – auch für die Wirtschaft und die Gesellschaft – so weit als möglich zu minimieren. Der Erhalt der Funktionsfähigkeit des Gesundheitssystems ist dabei ein sehr wichtiges Element.

Im Hinblick auf die weitere Entwicklung der Epidemie liegt zudem die Priorität darin, einen massiven Wiederanstieg der Fallzahlen und das Auftreten einer zweiten Welle zu verhindern. Der Bundesrat hat deshalb Mitte Juni 2020 eine entsprechende Strategie beschlossen und gleichzeitig den Wechsel von der ausserordentlichen in die besondere Lage vorgenommen. Die Federführung für die weitere Bekämpfung der Epidemie in der Schweiz liegt seither bei den Kantonen. Mit geeigneten Massnahmen auf kantonaler und regionaler Ebene soll eine erneute Eindämmung des wirtschaftlichen und gesellschaftlichen Lebens, wie sie im März/April 2020 eintrat, verhindert werden.



Fragestunde vom 14. September 2020

Frage 20.5586 Portmann

Messgrösse zur Beurteilung von Risikoländern

Als Messgrösse bei der Festlegung von Risikoländer werden 60 Ansteckungen pro 100000 Einwohner genommen.

Diese Zahl ist aber nicht wirklich in Bezug auf ein Ansteckungsrisiko zielführend. Warum nimmt der Bundesrat nicht in Prozenten die Anzahl positiver Test im Vergleich zum Testvolumen?

Antwort

Als Messgrösse gelten 60 Ansteckungen pro 100'000 Einwohner während 2 Wochen. Dieser Indikator gibt Auskunft über die Dynamik bzw. die Entwicklung der Pandemie im entsprechenden Land. Er wird von verschiedenen anderen Schengenstaaten als Indikator für die Beurteilung von Ländern mit einem erhöhtem Ansteckungsrisiko angewendet.

Die Höhe der sogenannten Positivitätsrate, also der Anteil positiver Tests, steht in starkem Zusammenhang mit der Anzahl durchgeführter Test. Diesbezüglich zeigen sich im internationalen Vergleich grosse Unterschiede. Sie ist daher für sich allein genommen nicht unbedingt aussagekräftiger als die Fallzahlen.



Fragestunde vom 14. September 2020

Frage 20.5587 Portmann

Regionale Risikobeurteilung bei COVID-19 mit digitaler Unterstützung

Warum bezeichnet der Bundesrat nicht Risiko-Regionen, und geht den Weg des kleinsten Aufwandes bei der Beurteilung ganzer Staatsgebiete? Hält das Coronavirus an den offenen Staatsgrenzen halt? Warum werden die Erfassungen der Einreisenden anstelle von digitalen Hilfsmitteln immer noch mit vormittelalterlichen Formularen durchgeführt, wo handschriftlich nicht verarbeitbare Informationen erfragt werden?

Antwort

Grundsätzlich ist die flächendeckende Definition von Risikoregionen statt Risikoländer im Vollzug der Quarantäne schwerer umsetzbar. Es kommt hinzu, dass verschiedene Länder ihre Fallzahlen nicht regional ausweisen.

Um jedoch zu vermeiden, dass ganze Nachbarländer auf die Liste der Staaten und Gebiete mit erhöhtem Ansteckungsrisiko gesetzt werden, hat der Bundesrat an seiner Sitzung vom 11. September 2020 über eine Regionalisierung bei angrenzenden Ländern entschieden. Statt ganzer Nachbarländer werden nur einzelne Regionen auf die Liste gesetzt. Ausgenommen davon sind die Grenzregionen. Damit trägt der Bundesrat den zum Teil stark steigenden Infektionszahlen und der engen Verflechtung in den Grenzregionen Rechnung.

Betreffend die Erfassung der Einreisenden an Flughäfen arbeitet das BAG mit Hochdruck an der Entwicklung einer digitalen Lösung, um die Informationen effizienter verarbeiten und auswerten zu können.



Fragestunde vom 14. September 2020

Frage 20.5588 Sauter Höherer Schutz durch Textilmasken?

Das Schutzniveau unterschiedlicher Masken wird kontrovers diskutiert. Auch entstand Unsicherheit in Bezug auf die Sicherheit importierter Masken. Durch Schweizer Textilunternehmen werden seit einiger Zeit Stoffmasken produziert, die zusammen mit der EMPA entwickelt wurden. Wie beurteilt der Bundesrat deren Schutzniveau und wäre er bereit, eine Empfehlung zum Tragen dieser Masken auszusprechen und damit auch gleichzeitig seine Unterstützung für die Schweizer Textilindustrie zu signalisieren?

Antwort

Die von der Schweizer Textilindustrie hergestellten Textilmasken beruhen auf den Empfehlungen der Swiss National COVID-19 Science Task Force. Diese wiederum berücksichtigen internationale Vorgaben. Der Bundesrat empfiehlt der Allgemeinbevölkerung die Verwendung von Hygienemasken oder von industriell gefertigten Textilmasken, falls letztere den obigen Empfehlungen entsprechen. Nicht empfohlen werden Textilmasken im Gesundheitsbereich oder bei Personen, die Symptome einer akuten Atemwegserkrankung haben. In solchen Fällen sollte eine Einweg-Hygienemaske getragen werden. Zudem rät der Bundesrat vom Gebrauch selbstgenähter Textilmasken ab, da diese keinen zuverlässigen Schutz gewährleisten.



Fragestunde vom 14. September 2020

Frage 20.5591 Brenzikofer EO-Entschädigung Veranstaltungsbranche

Die EO-Entschädigung wird nur denjenigen Personen ausbezahlt, welche im 2019 einen Lohn zwischen 10000.- und 90000.- ausweisen konnten unabhängig vom Arbeitspensum.

1. Wie erklärt der Bundesrat das Festlegen dieser Regelung mit der Obergrenze von 90000.-?
2. Warum wird die Höhe des Arbeitspensums in dieser Frage nicht berücksichtigt?
3. Wie will das SECO einer bevorstehenden Konkurswelle in der Veranstaltungsbranche entgegenwirken?

Antwort

1. Für indirekt betroffene Selbstständigerwerbende besteht ein Anspruch auf den Corona-Erwerbsersatz, wenn sie ihre Erwerbstätigkeit unterbrechen müssen und ein Einkommen von 10 000 bis 90 000 Franken pro Jahr erzielen. Die gleiche Regelung gilt für Personen in arbeitgeberähnlicher Anstellung im Veranstaltungsbereich. Der Bundesrat hat sich für eine fokussierte bedarfsorientierte Lösung entschieden, die einerseits Personen mit Kleinsteinkommen, die nicht von dieser Erwerbstätigkeit leben und andererseits Personen mit hohem Einkommen ausschliesst.
2. Der Corona-Erwerbsersatz hat zum Ziel, den Erwerbsausfall zu entschädigen. Hierzu spielt das Pensum bei Selbstständigerwerbenden und bei Personen in arbeitgeberähnlicher Anstellung keine Rolle.
3. Der Bundesrat anerkennt, dass gewisse Tätigkeitsbereiche nach wie vor von der kantonalen Bewilligungspflicht für Grossanlässe besonders betroffen sind. Die Entschädigung aufgrund des Veranstaltungsverbots wird weiterhin ausgerichtet. Der Bundesrat hat ausserdem das SECO und die EFV beauftragt, zusammen mit den Kantonen eine Lösung für besonders stark betroffene Einzelfälle von kantonalen oder regionaler Bedeutung zu prüfen.



Ora delle domande del 14 settembre 2020

Domanda 20.5594 Regazzi COVID-19 e indennità perdita di guadagno per genitori di figli in quarantena

In questo periodo assistiamo alla messa in quarantena di classi e strutture di custodia di bambini, che ha come conseguenza l'interruzione dell'attività lucrativa dei genitori chiamati ad occuparsi dei figli a casa. Ciò ha conseguenze anche sulle aziende che non sanno se le IPG sono garantite vista la riapertura generale delle scuole.

Chiedo al Consiglio federale:

- Il diritto alle IPG per genitori con figli (sotto i 12 anni) in quarantena è ancora garantito?
- Se sì copre l'intero periodo di quarantena?

Risposta

Dall'entrata in vigore, il 17 marzo scorso, dell'ordinanza COVID-19 perdita di guadagno, i genitori di bambini di età fino a 12 anni compiuti hanno diritto all'indennità se sono costretti a interrompere la loro attività lucrativa in seguito alla cessazione della custodia dei figli da parte di terzi o perché i figli sono stati messi in quarantena. I genitori hanno diritto a dieci indennità giornaliere per caso di quarantena.

Se un'autorità ordina la chiusura delle strutture di custodia o delle scuole, i genitori salariati hanno diritto all'indennità fino alla revoca del provvedimento se devono interrompere la loro attività lucrativa. I genitori che esercitano un'attività lucrativa indipendente hanno invece diritto a un massimo di 30 indennità giornaliere.

L'11 settembre 2020 il Consiglio federale ha deciso di prorogare l'ordinanza COVID-19 perdita di guadagno. Il diritto alle indennità per i casi di quarantena e per i genitori è quindi garantito anche dopo il 16 settembre 2020, con la differenza che anche i genitori che esercitano un'attività lucrativa indipendente vi avranno diritto durante l'intero periodo di chiusura delle strutture di custodia o delle scuole.



Ora delle domande del 14 settembre 2020

Domanda 20.5595 Regazzi

Condizioni di assoggettamento del telelavoro per i frontalieri provenienti dall'Italia in scadenza?

Stando a una recente comunicazione dell'UFAS (26.08), i frontalieri potranno mantenere il telelavoro senza versare gli oneri sociali legati al lavoro svolto all'estero. L'accordo ha validità sino al 31 dicembre 2020 per Germania, Francia e Austria. Solo sino al 31 ottobre 2020 invece per l'Italia.

Chiedo al Consiglio federale:

-conferma che per l'Italia l'accordo decadrà a fine ottobre?

-sono in corso delle trattative per un rinnovo almeno fino al 31 dicembre 2020? Se sì, a che punto siamo e quali sono le prospettive?

Risposta

Il Consiglio federale conferma che i frontalieri residenti in Italia che devono lavorare a casa in seguito alla situazione sanitaria legata alla COVID-19 potranno continuare a farlo almeno fino al 31 ottobre 2020 restando soggetti alle assicurazioni sociali svizzere.

Sono in corso discussioni con l'Italia in merito a una proroga fino al 31 dicembre 2020. L'obiettivo è di accordare ai datori di lavoro sufficiente tempo per pianificare il ritorno dei loro dipendenti nel rispetto delle misure di protezione.



Heure des questions du 14 septembre 2020

Question 20.5601 Feller

Le processus de transmission des résultats des tests Covid aux patients ne devrait-il pas être accéléré?

Techniquement, les résultats des tests Covid peuvent être connus en quelques heures. Mais en pratique, la transmission de ces résultats aux personnes concernées ou à leur médecin prend 24, 48 ou même 72 heures. De nombreuses personnes doivent ainsi rester en quarantaine alors que leur test se révèle finalement négatif. Quelles mesures le Conseil fédéral peut-il prendre pour que le processus de transmission des résultats d'un test Covid soit réduit dans tous les cas à 24 heures au maximum?

Réponse

Il incombe aux cantons d'assurer aux personnes présentant des symptômes compatibles avec un COVID-19 un accès facilité au test. Le Conseil fédéral est conscient de ce problème. Différentes sources d'information montrent effectivement que le délai de 24 heures n'est pas toujours assuré entre la réalisation du test et l'obtention du résultat.

Plusieurs explications sont possibles, notamment le fait que les laboratoires qui analysent les échantillons n'offrent pas tous ce service 7 jours sur 7 ou attendent d'obtenir un certain volume d'échantillons avant de réaliser les tests. La transmission du résultat du laboratoire au patient n'est par ailleurs pas toujours automatisée.

Des discussions sont actuellement en cours avec les cantons pour définir quelles mesures peuvent être implémentées pour réduire ce délai. Dans le cadre d'une analyse exhaustive du processus, il convient d'identifier et de mettre en œuvre l'ensemble des éléments présentant un potentiel d'amélioration, depuis la recommandation de procéder à un test, l'accès facilité aux tests ainsi que l'envoi et l'analyse rapides des échantillons, jusqu'aux informations destinées aux personnes testées.



Fragestunde vom 14. September 2020

Frage 20.5603 Schläpfer Regionale Entwicklung der SKOS-Fallzahlen

In der Antwort zur Ip. 20.3576 verweist der Bundesrat auf die Fallzahlen der SKOS als Indikator für die Entwicklung der Sozialhilfebezüger.
Wie erklärt der Bundesrat die stark ansteigenden Fallzahlen der Sozialhilfe gemäss der SKOS in der Romandie und der Zentralschweiz im Vergleich zu anderen Regionen?

Antwort

Wie schon in der Antwort zu Ihrer Interpellation 20.3576 «Auswirkungen von Covid-19 auf die Nationalitätenszusammensetzung der Sozialhilfebeziehenden» («Coronavirus et nationalité des bénéficiaires de l'aide sociale») gesagt, verfügt der Bund über keine eigene Erhebung zur aktuellen Entwicklung der Sozialhilfebeziehenden. Er kann deshalb die regional unterschiedlichen Entwicklungen nicht detailliert analysieren.

Die Schweizerische Konferenz für Sozialhilfe (SKOS) hat aber aufgrund der Corona-Krise ein ad hoc-Monitoring zur Entwicklung der Fallzahlen für eine Auswahl an Sozialdiensten aufgebaut. Die zuletzt verfügbaren Angaben der SKOS zeigen für die Schweiz per Ende Juli 2020 einen relativ leichten Anstieg um 2 % gegenüber dem Durchschnittsmonat 2019. In der Zentralschweiz wird ein Anstieg von 4,8% ausgewiesen, in der Romandie beträgt er 3,7%. Diese könnten auf Eigenheiten der im Monitoring enthaltenen Stellen zurückzuführen sein.



Fragestunde vom 14. September 2020

Frage 20.5609 Heimgartner Corona-Quarantäne / positive Ansteckungen

Kann der Bundesrat genaue Zahlen darüber abgeben, wie viele Personen zurzeit in Corona-Quarantäne sind und wie viele davon positiv auf COVID-19 getestet wurden?

Antwort

Die Zahl der Personen in Isolation und Quarantäne sowie die Zahl der laborbestätigten Fälle stehen auf der Website des BAG zur Verfügung. Am 9. September 2020 befanden sich 2063 Personen in Isolation und 5208 ihrer Kontaktpersonen in Quarantäne. Zu dieser Zahl sind 8496 Personen hinzuzurechnen, die wegen ihrer Rückkehr aus Risikoländern in Quarantäne sind. Dem Bundesrat liegen die Zahlen über die Anzahl positiv getesteter Personen bei den unter Quarantäne gestellten Personen nicht vor.



Fragestunde vom 14. September 2020

Frage 20.5611 Haab

Verwendung der Importbutter in der Schweiz

Die Branchenorganisation Milch (BOM) hat auf Intention der Lebensmittelindustrie den Import von über 3000 Tonnen Butter beantragt. Das Begehren wurde vom Bundesrat bewilligt. Nun erscheint diese Butter im Detailhandel im selben « Kleid » wie die Schweizer Butter. Viele Konsumenten denen eine heimische Produktion wichtig ist, sind irritiert.

Was sind die Gründe, dass die Importbutter nicht in der Lebensmittelindustrie seine Verwendung findet? Liegt hier gar eine Täuschung des Konsumenten vor?

Frage 20.5622 Dettling

Täuschung der Konsumenten mit Importbutter

Der Bundesrat hat massiven Butterimport zugestimmt. Abgemacht war, dass der Importbutter in speziell, klar gekennzeichneten Verpackungen zum Verkauf angeboten wird. Nun wird festgestellt, dass der Importbutter in der gleichen Verpackung der Kundenschaft angeboten wird wie die Schweizer Butter.

Was unternimmt der Bundesrat gegen die Täuschung der Butterkonsumenten?

Duldet der Bundesrat, dass die Abmachungen nicht eingehalten werden?

Antwort

Aufgrund der stabilen Milcheinlieferungen aber der gleichzeitig höheren Käseproduktion stand in den vergangenen Monaten weniger Milch für die schweizerische Butterherstellung zur Verfügung. Die Branchenorganisation Milch BOM beantragte daher, das Importkontingent für Butter ab 1. Juni 2020 vorübergehend zu erhöhen, um die Versorgung über das ganze Jahr gewährleisten zu können. Aufgrund dieser Knappheit von Butter aus Schweizer Milch hat das Bundesamt für Landwirtschaft (BLW) dieser Anfrage provisorisch zugestimmt.

Die Empfehlung der BOM, diese Importbutter nicht unter bestehenden Marken zu vermarkten, wurde von der Butterindustrie nicht umgesetzt. Grund dafür war, dass die Umstellung auf Importbutter sehr kurzfristig erfolgen musste und die Zeit für die Schaffung einer neuen Marke dafür nicht reichte. In diese brancheninternen Abmachungen war der Bund nicht involviert.

Die Lebensmittelindustrie verwendet diese Importbutter aber kaum in der Verarbeitung ihrer Produkte. Grund dafür ist, dass sie sonst den notwendigen Anteil an Schweizer



Rohstoffen für ihre unter «Swissness» vermarkteten Lebensmittel nicht erreichen könnte.

Der Bundesrat stellt hingegen fest, dass die Verpackung der importierten Butter, wie sie zurzeit erhältlich ist, korrekt gekennzeichnet ist. Bei verarbeiteten Lebensmitteln darf anstelle des Produktionslands ein übergeordneter geographischer Raum angegeben werden (z.B. «EU»; Artikel 15 der Verordnung betreffend die Information über Lebensmittel, LIV; SR 817.022.16). Damit ist die Angabe «hergestellt in der EU» für die importierte Butter korrekt und informiert die Konsumentinnen und Konsumenten klar über deren Herkunft.



Fragestunde vom 14. September 2020

Frage 20.5615 Guggisberg

Die Überbelastung des Gesundheitssystems galt ursprünglich als Grund für die Covid-Massnahmen. Was hat der Bundesrat eigentlich für eine Corona-Strategie?

Warum kommuniziert das BAG täglich (anstatt z.B. wöchentlich) Infektionszahlen, die Bürger bereits bei leicht steigender Tendenz in Angst versetzen, obwohl v.a. Positivitätsrate von Tests, Anzahl Hospitalisierungen/Tote aussagekräftig sind? Die Spitäler sind seit langem nicht mehr überlastet. Was für eine Strategie verfolgt der Bundesrat? Massnahmen, bis ein Impfstoff vorliegt? Warum aktualisiert das BAG die Daten der saisonalen Grippe auf der Homepage seit 25 Wochen nicht mehr?

Antwort

Das Vorgehen des Bundesrates zur Bewältigung der Coronakrise hatte und hat zum Ziel, die Gesundheit der Bevölkerung in der Schweiz zu schützen und die Auswirkungen des Ausbruchs und der Verbreitung des Coronavirus – auch für die Wirtschaft und die Gesellschaft – so weit als möglich zu minimieren.

Die Fallzahlen, die Anzahl der Hospitalisierungen und Todesfallzahlen sowie weitere Indikatoren sind für die Beurteilung des Verlaufs der Epidemie wichtig. Zudem ermöglicht es die regelmässige Publikation dieser Informationen interessierten Personen und Medien, sich ein Bild der Lage zu machen.

Aktuell sind vor allem junge Menschen vom neuen Coronavirus betroffen.

Jugendliche erkranken in der Regel milder als ältere Menschen. Aus diesem Grund sind derzeit die Spitäler nicht überlastet. Wenn sich in den nächsten Wochen die Infektionen von jüngeren auf ältere Menschen übertragen, ist eine erneute Belastung der Spitäler möglich.

Zudem liegt mit Übergang in die besondere Lage im Juni 2020 die Federführung für die weitere Bekämpfung der Epidemie liegt bei den Kantonen. Mit geeigneten Massnahmen auf kantonaler und regionaler Ebene soll eine erneute Eindämmung des wirtschaftlichen und gesellschaftlichen Lebens, wie sie im März/April 2020 eintrat, verhindert werden.



Die Grippe-Berichterstattung ist COVID-19 bedingt früher als in anderen Jahren eingestellt worden (dieses Jahr ab Woche 13, in anderen Jahren üblicherweise ab Woche 17). Die virologische Überwachung am Referenzzentrum im Rahmen der Sentinella-Überwachung beginnt wie in anderen Jahren auch mit Woche 40/2020.



Fragestunde vom 14. September 2020

Frage 20.5618 Marti Min Li

Unterstützung von Kitas bei einer allfälligen zweiten Welle

Es gibt Befürchtungen, dass sich die COVID-19-Situation während der Winterzeit noch verschlimmern könnte. Was passiert, wenn Kitas ganz oder teilweise wegen Fällen geschlossen werden müssen bzw. in Quarantäne müssen? Wie würden diese Einnahmeausfälle kompensiert? Ist hier eine finanzielle Hilfestellung vorgesehen - auch für die betroffenen Eltern?

Antwort

Für die familienergänzende Kinderbetreuung sind in erster Linie die Kantone und Gemeinden zuständig. Sollte es erneut zu einer ausserordentlichen Lage kommen, so kann der Bundesrat gestützt auf Artikel 185 Absatz 3 Bundesverfassung Massnahmen zur Unterstützung der familienergänzenden Kinderbetreuung anordnen.

Das Parlament berät in der laufenden Session das Covid-19-Gesetz. Es entscheidet, ob der Bundesrat darauf gestützt für Personen, insbesondere auch für Eltern, die ihre Erwerbstätigkeit aufgrund von Massnahmen im Zusammenhang mit der Bewältigung der Covid-19-Epidemie unterbrechen müssen, weiterhin Entschädigungen des Erwerbsausfalls vorsehen kann.

Der Bundesrat hat am 11. September 2020 entschieden, die Verordnung über Massnahmen bei Erwerbsausfall im Zusammenhang mit dem Coronavirus zu verlängern. Mit dieser Verlängerung soll sichergestellt werden, dass die Verordnung lückenlos in Kraft bleibt, bis diese auf die neue Gesetzesbestimmung im Covid-19-Gesetz abgestützt werden kann. Der Entscheid des Parlaments zum Covid-19-Gesetz bleibt vorbehalten.



Heure des questions du 14 septembre 2020

Question 20.5630 Feller

Les mesures liées au COVID-19 en matière de pertes de gains s'appliqueront-elles encore à partir du 17 septembre 2020?

L'ordonnance sur les pertes de gain COVID-19 est entrée en vigueur le 17 mars 2020. Elle a effet jusqu'au 16 septembre 2020. C'est ce qui est écrit à l'article 11. La loi COVID-19, dont l'article 10 concerne les pertes de gain, a été déposée le 12 août 2020 par le Conseil fédéral, soit dans les six mois après l'entrée en vigueur de l'ordonnance sur les pertes de gain COVID-10. L'ordonnance s'appliquera-t-elle encore à partir du 17 septembre bien qu'elle ne soit valable que jusqu'au 16 septembre?

Réponse

L'ordonnance sur les pertes de gain Covid-19 adoptée le 17 mars 2020 par le Conseil fédéral sur la base du droit d'urgence a une validité limitée à 6 mois, prolongée par le Conseil fédéral le 11 septembre 2020 en vue de la mise en œuvre de la loi Covid-19 actuellement en traitement au Parlement.

Au vu des premières décisions prises à ce jour par les deux chambres, qui divergent des propositions faites par le Conseil fédéral, la poursuite des mesures contenues dans l'ordonnance, respectivement l'étendue de celles-ci, dépendra des orientations décidées par le Parlement.



Heure des questions du 14 septembre 2020

Question 20.5637 de Quattro Covid-19: uniformiser la quarantaine

La quarantaine imposée dans le cadre du Covid-19 peut varier de 10 à 14 jours, selon les pays. Ce manque de coordination et l'absence d'alternative désorientent les voyageurs qui renoncent à leurs déplacements internationaux. Ce climat d'incertitudes représente un véritable obstacle à une reprise rapide de l'économie et du tourisme. Une approche uniformisée de la quarantaine avec les états de Schengen pourrait être une des solutions. Qu'en pense le Conseil fédéral ?

Réponse

En Europe, on dénombre actuellement de nombreuses procédures différentes dans le domaine des mesures sanitaires aux frontières, dont les réglementations de quarantaine font également partie. Il n'existe aucune procédure établie harmonisée pour définir le délai de quarantaine. L'Union européenne s'efforce actuellement d'harmoniser les mesures sanitaires aux frontières au sein de l'espace Schengen et de l'UE et d'améliorer la coordination. La Suisse peut participer à la discussion et décider de se joindre ou non à l'approche coordonnée une fois qu'un accord aura été conclu.



Heure des questions du 14 septembre 2020

Question 20.5638 Kamerzin

Test de dépistage obligatoire du covid-19 après la mise en quarantaine

A la fin de la mise en quarantaine d'une personne, ne faudrait-il pas rendre obligatoire le test de dépistage du virus, afin de certifier que la personne n'est pas/plus porteuse?

Réponse

Environ 95% des personnes infectées développent des symptômes, et deviennent donc contagieuses, dans les 10 jours après une infection. C'est pourquoi les personnes ayant été en contact étroit avec une personne testée positive sont mises en quarantaine pendant 10 jours après le dernier contact.

L'OFSP recommande aux médecins cantonaux d'ordonner la réalisation d'un test par PCR chez les personnes qui se trouvent en quarantaine 5 jours après le dernier contact avec une personne qui a été testée positive. Cette recommandation a comme objectif de rompre les chaînes de transmission plus rapidement. En cas de test négatif avant la fin de la quarantaine, celle-ci doit être poursuivie car ce résultat n'exclut pas l'apparition ultérieure de la maladie.

La probabilité qu'un test de dépistage du virus soit positif à la fin de la quarantaine d'une personne qui n'a présenté aucun symptôme au bout de 10 jours est considérée comme trop faible pour que ce test soit justifié. Les tests ne sont pas non plus indiqués à la fin d'une quarantaine après l'arrivée en Suisse depuis un pays à risque accru d'infection pour les mêmes raisons.

En ce qui concerne les personnes en isolement à savoir les personnes testées positives, un test n'est pas indiqué à la fin de l'isolement. Il existe en effet maintenant des évidences scientifiques qui confirment que le test peut rester des semaines positif alors que la personne n'est plus contagieuse.



Fragestunde vom 14. September 2020

Frage 20.5639 Estermann PCR-Tests

Die Bevölkerung hat verstanden, wie PCR-Tests entwickelt werden, welche Standards hierfür verwendet werden (nach Christian Drosten) und dass er lediglich auf DNA-Fragmente anspricht, somit nicht für derartige Diagnostik geeignet ist: Wie rechtfertigt der Bundesrat das Covid-19-Gesetz?

Antwort

Das Testen von potenziell infizierten Personen ist ein wichtigstes Instrument im Kampf gegen den Coronavirus. PCR-Tests können auch geringste Mengen des Coronavirus im untersuchten Material anzeigen und sind daher die geeignete Methode, um eine Diagnose von COVID-19 zu stellen. Sie werden auch bei anderen viralen Erkrankungen zur Diagnose eingesetzt (z.B. HIV, Hepatitis C, oder Grippe) und stellen eine international und wissenschaftlich anerkannte Methode dar.

Basierend auf den durchgeführten Tests lassen sich in der Schweiz steigende Fallzahlen feststellen. Dies bedeutet, dass die Epidemie keineswegs überstanden ist. Folglich sind auch weiterhin Massnahmen zur Bekämpfung des Coronavirus notwendig.



Fragestunde vom 14. September 2020

Frage 20.5642 Badran Jacqueline

Erfassung Beruf Covid-19-Erkrankte als relevante Indikatoren

Gegenwärtig wird von BAG und Kantonen zur Durchführung des Contact Tracing ein neues Tool erarbeitet. Allein mit der Erhebung des Berufs (z.B. Verkauf; Marketing) und nicht nur der Branche (z.B. Detailhandel) von positiv getesteten Personen können Rückschlüsse auf Ansteckungswege und -orte gemacht werden. Wie sorgt der Bundesrat dafür, dass im Sormas, dem neuen Tool fürs Contact Tracing das Berufsregister zwingend integriert werden muss und damit die Ansteckungscluster besser erkannt werden?

Antwort

Das BAG hat für die Kantone eine Liste von minimal nötigen Informationen pro Fall und seinen Kontakten als Empfehlung erarbeitet. Darunter fällt auch die Frage nach dem Beruf und dem Arbeitsort. In der geplanten Contact Tracing-Datenbank des BAG sollen diese Angaben im Rahmen des kantonalen Contact Tracing abgefragt werden können.



Heure des questions du 14 septembre 2020

Question 20.5521 Porchet

Agressions au GHB : quelle adaptation du cadre légal?

Lausanne observe une recrudescence d'intoxications malveillantes par de la drogue introduite dans les verres à l'insu de leurs consommatrices, qui se sont retrouvées dans un état de santé préoccupant et en situation de grande vulnérabilité. Le Conseil fédéral a-t-il connaissance d'une telle augmentation ailleurs dans le pays? Face à la difficulté pour les victimes de faire valoir leurs droits et pour la police de réunir les preuves nécessaires, comment envisage-t-il d'adapter le cadre légal?

Réponse

Dans la mesure où la poursuite des agressions au GHB relève de la compétence des cantons, le Conseil fédéral n'est pas en mesure de dire si elles sont actuellement en augmentation ou pas. Cela dit, ces agressions tombent indiscutablement sous le coup des dispositions pénales réprimant les atteintes à la vie, à l'intégrité physique et/ou sexuelles. Les victimes peuvent donc les dénoncer aux autorités de police et, si nécessaire, faire appel aux services dispensés par les Centres de consultation LAVI (conseils, aide immédiate et à long terme, etc.). Par ailleurs, le Code de procédure pénale contient toute une palette de mesures permettant d'optimiser les chances d'élucider ces infractions : auditions, saisie des enregistrements, expertises médicales/ADN, etc. Qu'il soit parfois difficile d'identifier l'auteur ne découle ainsi pas d'une déficience du cadre légal, mais bien du mode opératoire inhérent à ce type d'agressions.

Le Conseil fédéral estime qu'une réforme législative n'est pas nécessaire.



Heure des questions du 14 septembre 2020

Question 20.5523 Addor

Criminalité étrangère sur le littoral neuchâtelois

580 vols auraient été commis cet été sur le littoral neuchâtelois, une grande partie par des ressortissants algériens. Un policier a été blessé face à des individus virulents et alcoolisés issus du centre du SEM de Perreux.

La délinquance a-t-elle augmenté suite à l'implantation dudit centre?

Le renvoi forcé des délinquants algériens dans leur pays est-il possible? S'ils refusent un vol commercial, un vol spécial peut-il être organisé? Sinon, quelle est la solution pour les expulser?

Réponse

Depuis l'implantation d'un centre fédéral sur le site de Perreux, d'abord en 2015 en tant que site d'hébergement d'appoint et ensuite en tant que centre fédéral avec tâches procédurales dès mars 2018, aucune augmentation de la criminalité liée aux demandeurs d'asile n'a été constatée, si l'on excepte le phénomène remarqué cet été. Dû à ce phénomène récent, le SEM, les autorités cantonales et communales, ainsi que la police ont convenu de mesures pour endiguer le risque d'une répétition de tels événements dont une partie est en lien avec quelques requérants. Ainsi une personne du SEM est chargée spécifiquement des contacts avec la police concernant ces cas, ce qui permet une prise de connaissance encore plus rapide des rapports de police ou des dénonciations pénales. A ceci s'ajoute une politique de tolérance zéro envers les personnes concernées s'agissant des manquements à leurs obligations de collaborer dans la procédure d'asile, avec pour conséquence une exclusion de la procédure d'asile (article 8 al. 3 bis de la loi sur l'asile). Enfin, une application stricte des sanctions disciplinaires administratives prévues par la Loi est suivie.

Les retours vers l'Algérie s'effectuent dans le cadre d'un accord de réadmission conclu le 3 juin 2006. Cet accord n'autorise pas les vols spéciaux. Cette restriction concerne tous les Etats européens et pas seulement la Suisse. Par contre l'accord permet d'organiser des renvois sous contrainte sur vol de ligne, avec ou sans escorte policière.

La coopération dans le domaine de retour avec l'Algérie s'est améliorée ces dernières années. En 2018 et 2019 plus que 100 ressortissants algériens ont été renvoyés vers leur pays d'origine par vol de ligne.



Ora delle domande del 14 settembre 2020

Domanda 20.5524 Romano

Lotta alla pornografia infantile in rete, Fedpol delega ai Cantoni: le risorse umane e tecniche sono ovunque sufficienti?

CH-Media ha reso pubblico che Fedpol dal 2021 demanderà ai Cantoni le indagini in materia di pedofilia in rete. La Confederazione fornirà solo consulenza alle polizie cantonali e si concentrerà sulle inchieste internazionali. Trattandosi di un'attività altamente specialistica, che necessita di importanti risorse sia finanziarie sia di personale e tecniche, tutti i Cantoni dispongono delle basi necessarie per assolvere compiutamente il mandato? Sono previsti standard minimi e un indennizzo?

Risposta

Die Strafverfolgung von Pädokriminalität fällt grundsätzlich in die Zuständigkeit der Kantone. Beim Auftreten der ersten Fälle von Pädokriminalität im Internet im Jahre 2001 verfügten die Kantone weder über die rechtlichen Grundlagen noch die technischen Fähigkeiten und das Fachwissen, um ihre Aufgaben bei der Bekämpfung von Pädokriminalität zu erfüllen. In der Folge wurde zwischen den Kantonen und dem EJPD eine Vereinbarung unterzeichnet, mit welcher fedpol bestimmte Aufgaben übernahm, die in der Zuständigkeit der Kantone liegen.

Seitdem hat sich die Situation in den Kantonen grundlegend gewandelt. Die Strafverfolgungsbehörden der Kantone sind heute in der Lage, selbständig Ermittlungen gegen die digitale Kriminalität durchzuführen: sie verfügen zwischenzeitlich über das entsprechende Fachwissen und haben in ihren kantonalen Polizeigesetzen die Grundlagen für die verdeckte Fahndung im Internet geschaffen. Im Dezember 2019 kündigte die Konferenz der Kantonalen Justiz- und Polizeidirektorinnen und -direktoren (KKJPD) die erwähnte Vereinbarung auf Ende 2020. Das EJPD hat die Kündigung entgegengenommen. Nach Auflösung der Vereinbarung wird fedpol seine Aufgaben bei der Bekämpfung der Pädokriminalität im Rahmen seiner Zuständigkeiten als kriminalpolizeiliche Zentralstelle weiter wahrnehmen.

Um die Cyberkriminalität besser zu bekämpfen, hat die Konferenz der Kantonalen Polizeikommandanten der Schweiz (KKPKS) ein Netzwerk für die «Ermittlungsunterstützung der digitalen Kriminalitätsbekämpfung», kurz NEDIK, ins Leben gerufen.

NEDIK ist ein Spezialistennetzwerk, das von den kantonalen Polizeikörpern und fedpol gemeinsam betrieben wird. NEDIK bildet die Grundlage für gegenseitige Unterstützung bei der Verfolgung digitaler Kriminalität von Bund und Kantonen und den Kantonen untereinander. Als Mitglied von NEDIK erbringt fedpol in seiner Rolle als Zentralstelle verschiedene Dienstleistungen. Insbesondere übernimmt fedpol die Koordination mit ausländischen Polizeibehörden.



Fragestunde vom 14. September 2020

Frage 20.5549 Steinemann

Rückfälligkeit von Straftätern, die unter die Ausschaffungsklausel fallen würden

Wie viele der seit 1. Oktober 2016 verurteilten Straftäter, die unter Art. 66a StGB fallen, sind erneut straffällig geworden oder erneut in ein Strafverfahren verwickelt?

Wie viele Landesverweise wurden ausgesprochen, aber nicht vollzogen? Aus welchen Gründen kam es nicht zur Ausschaffung?

Wie viele der rückfällig gewordenen Ausländer wurden damals mit Strafbefehl erledigt? Wie häufig wurden damals «Härtefälle» anerkannt?

Antwort

Zu diesen Aspekten geben die vorhandenen Statistiken bekanntlich keine Auskunft. Die Fragen können daher nicht beantwortet werden. Die Datenlage ist noch ungenügend und soll verbessert werden.

Seit Anfang 2019 besteht die Möglichkeit, im Schweizerischen Strafregister-Informationssystem (VOSTRA) die Anwendung der Härtefallklausel zu erfassen. Diese Möglichkeit wird aber noch nicht systematisch von allen betroffenen Behörden genutzt. Dies hängt u. a. damit zusammen, dass aus vielen Urteilen nicht hervorgeht, ob der Verzicht auf eine obligatorische Landesverweisung in Anwendung der Härtefallklausel erfolgt ist. Aufgrund der noch nicht verlässlichen Eintragungen im Strafregister hat das Bundesamt für Statistik von einer Auswertung und Publikation dieser Zahlen abgesehen.

In Zukunft soll eine umfassende Statistik sowohl mit den ausländerrechtlichen Entfernungs- und Fernhaltungsmassnahmen gegenüber straffälligen Ausländern als auch mit den strafrechtlichen Landesverweisungen geführt werden. Die notwendigen Gesetzesgrundlagen sollen im Rahmen einer Schengen-Weiterentwicklung (SIS) geschaffen werden, die zurzeit im Parlament beraten wird. Deren Inkraftsetzung könnte per Anfang 2022 möglich sein. Eine erste jährliche Auswertung könnte demnach für 2022 erfolgen.



Fragestunde vom 14. September 2020

Frage 20.5569 Marti Samira Moria brennt – Die Schweiz muss endlich handeln!

In der Nacht auf den 9. September brach in Moria, Griechenland, das grösste Flüchtlingslager Europas, ein Brand aus. Das Camp ist seit Jahren völlig überfüllt. Die Situation verschärft sich nun weiter. Welche Soforthilfen ergreift die Schweiz, um das Elend vor Ort zu mindern? Was tut BR Karin Keller-Sutter aktuell konkret für eine gerechte Dublin-Reform und einen menschlichen Umgang mit den geflüchteten Menschen?

Frage 20.5571 Glättli Nach dem Brand im Flüchtlingslager Moria (Griechenland): Hilfe leisten vor Ort und rasch ein Flüchtlingskontingent aufnehmen

Mit der Motion 20.3143 forderte der Nationalrat den Bundesrat auf, sich nicht nur auf europäischer Ebene für die Flüchtlinge auf den ägäischen Inseln einzusetzen, sondern auch eigene Solidaritätsleistungen zu ergreifen.

Welche konkreten Hilfeleistungen unternimmt der Bundesrat nach den Bränden im Lager Moria auf Lesbos? Ist er bereit, rasch ein grosses Kontingent von Flüchtlingen aus Moria aufzunehmen?

Frage 20.5573 Meyer Mattea Moria brennt

Der Brand in Moria von letzter Woche verschlimmert die Situation im grössten Flüchtlingslager Europas. Was tut die Schweiz für die Evakuierung des Camps? Was tut die Schweiz, damit die Versorgung vor Ort gesichert wird, Verletzte versorgt werden und Unterkünfte zur Verfügung stehen?

Frage 20.5583 Funicello Moria muss evakuiert werden

Der Brand in Moria hat die Situation im Flüchtlingscamp in Griechenland nochmals vergrössert. Die Menschen müssen dringendst evakuiert werden. Wie viele Menschen wird der Bundesrat in die Schweiz holen?

Frage 20.5612 Friedl Claudia Aufnahme von Flüchtlingen aus dem abgebrannten Lager Moria

Das UNHCR suchte bereits im Frühling dringlich für 33'000 Flüchtlinge auf den griechischen Inseln Aufnahmeland. Die Schweiz nahm einige unbegleitete minderjährigen Asylsuchende aus Griechenland auf. Nach dem Brand in Moria braucht es nun



Plätze für Tausende. Ist der Bundesrat bereit, rasch und unbürokratisch Flüchtlinge aufzunehmen?

Frage 20.5636 Gysin Greta
Flüchtlingslager Moria wird vom Feuer verwüstet – jetzt braucht es Solidarität

Das griechische Flüchtlingslager Moria wurde durch einen Feuersausbruch weitgehend zerstört. Dies ist umso dramatischer, als die mögliche Kapazität in diesem Lager massiv überschritten wurde und zudem das Lager wegen Corona unter Quarantäne stand.

Wie kann der BR in dieser Notsituation rasch und unbürokratisch Hilfe leisten? Ist er bereit, Menschen, insbesondere besonders verletzte Personen, wie z.B. unbegleitete Minderjährige, Mütter mit Kindern oder andere aufzunehmen? Wenn ja, bis wann?

Antwort

Der Bundesrat ist besorgt über die Entwicklungen im Zusammenhang mit dem Grossbrand in der Einrichtung Moria auf der Insel Lesbos. Er verfolgt die Situation laufend und die betroffenen Departemente stimmen sich dabei eng ab.

Bereits in den frühen Morgenstunden des 9. September 2020 gab es erste Kontakte mit den zuständigen griechischen Behörden.

Die Schweiz ist bereit, Soforthilfe zu leisten und hat den zuständigen griechischen Behörden noch am gleichen Tag ein offizielles Hilfsangebot zukommen lassen. Griechenland hat sich bereits bei der Schweiz für das Angebot bedankt und wird der Schweiz möglichst bald mitteilen, welche Form der Unterstützung konkret benötigt wird.

Es geht in den nächsten Tagen vor allem darum, unverzüglich die Unterbringung, Versorgung und den Schutz der Migrantinnen und Migranten vor Ort sicherzustellen. Besondere Aufmerksamkeit muss dabei auch der medizinischen Versorgung zukommen. Die Schweiz wird – sobald ihr die griechischen Behörden den konkreten Bedarf mitgeteilt haben – Art und Umfang der Soforthilfe umgehend prüfen.

Zum weiteren Vorgehen: Die griechische Regierung hat erste Krisensitzungen abgehalten, und der Vizepräsident der Europäischen Kommission, Margaritis Schinas, trifft sich in Athen mit der griechischen Regierung. Die Schweiz ist bilateral im Kontakt mit Griechenland und laufend im Gespräch mit der Europäischen Union.



Derweil führt die Schweiz ihr laufendes bilaterales Engagement in Griechenland weiter. Ebenso setzt sie sich weiterhin mit Nachdruck für eine Dublin-Reform mit einer gerechten Verteilung der Verantwortung ein. Die Praxis der Aufnahme von unbegleiteten Minderjährigen auf der Basis der geltenden Dublin-Bestimmungen wird ebenfalls fortgesetzt. Die deutsche EU-Ratspräsidentschaft koordiniert die Arbeiten für die sofortige Evakuierung und Aufnahme von 400 unbegleiteten Minderjährigen. Die Schweiz wurde informell von Deutschland angefragt und hat eine Beteiligung in Aussicht gestellt.



Fragestunde vom 14. September 2020

Frage 20.5613 Guggisberg Politischer Aktivismus der jurassischen Regierung

Am 12.-13. September findet die "Fête du Peuple jurassien" statt, veranstaltet vom "Mouvement autonomiste jurassien" (MAJ). Die jurassische Kantonsregierung wird gemäss RFJ.ch in corpore am politischen Teil der Veranstaltung teilnehmen. In den Statuten des MAJ steht sinngemäss, dass der Berner Jura "von der bernischen Herrschaft zu befreien sei". Findet es der Bundesrat angebracht, dass die jurassische Regierung durch seine Anwesenheit eine verfassungswidrige Organisation politisch unterstützt?

Antwort

Die Regierungen der Kantone Bern und Jura haben unter der Schirmherrschaft des Bundes und im Rahmen der Tripartiten-Konferenzen Jura vereinbart, die Jurafrage mit der Organisation von Abstimmungen definitiv zu lösen.

2013 sprachen sich die Stimmberechtigten des Berner Juras mit 71,8 Prozent der Stimmen dagegen aus, ein Verfahren zur Gründung eines neuen, aus dem Berner Jura und dem Kanton Jura bestehenden Kantons einzuleiten. Die Regierung des Kantons Jura hat dieses Ergebnis akzeptiert und seitdem nie in Frage gestellt.

Die «Fête du Peuple jurassien» ist ein wichtiger Anlass, der für die Identität des Kantons Jura historisch relevant ist. Der Bundesrat ist der Meinung, dass die Anwesenheit der jurassischen Regierung an der «réception officielle» dieses Festes ihre konstante Haltung zum Berner Jura nicht in Frage stellt.



Ora delle domande del 14 settembre 2020

Domanda 20.5619 Romano

Migranti di origine magrebina e ordine pubblico: la nuova Legge sull'Asilo non basta?

È segnalato un aumento del numero di migranti di origine magrebina, che di regola chiedono asilo, collocati a Chiasso. Il CF conferma la crescita? Contemporaneamente aumentano i casi di comportamenti incivili, illegali e irrispettosi delle Istituzioni. Questi sono immediatamente trasferiti nei centri speciali secondo l'Art 24a LAsi? Se no, perché? Quali misure e quale strategia sono previste per gestire questo flusso caratterizzato da motivi economici e con profili irrispettosi del sistema?

Risposta

Nei centri federali d'asilo del Canton Ticino sono attualmente collocati circa 160 richiedenti l'asilo, di cui circa 30 di origine magrebina. Non è stato registrato un aumento significativo di questo gruppo di persone nei centri federali d'asilo.

La gestione pilota del centro speciale condotta fino ad agosto 2019 ha evidenziato che il bisogno di posti è nettamente inferiore rispetto a quanto previsto dalla pianificazione globale. È stato perciò deciso di sospendere temporaneamente la gestione del centro speciale a partire da settembre 2019. La SEM verifica tuttavia periodicamente la necessità di un'eventuale riapertura.

Nei confronti dei richiedenti l'asilo che violano il regolamento interno, la SEM può ordinare esclusivamente misure disciplinari amministrative. In seguito ai comportamenti negativi verificatisi ultimamente nella regione di Chiasso, la SEM ha intensificato la presenza di pattuglie di sicurezza esterne nei dintorni dei centri federali d'asilo. Inoltre, la SEM e l'Amministrazione federale delle dogane sono in costante contatto con i Comuni coinvolti e con le autorità locali responsabili della sicurezza pubblica.



Heure des questions du 14 septembre 2020

Question 20.5625 Chevalley

L'Afrique discriminée dans l'accès aux Visas sans aucun critères

La zone Schengen refuse de donner des Visas aux ressortissants africains sauf pour le Maroc. Est-ce que la Suisse qui est membre de Schengen soutient cette décision? Si oui sur quels critères TOUS les pays africains, sauf un sont-ils exclus? Ceci n'est-il pas une attitude discriminatoire et contraire aux droits de l'Homme?

Réponse

Sur la base d'une évaluation épidémiologique, l'UE a publié une recommandation du Conseil sur la levée des restrictions aux voyages non essentiels en provenance d'Etats tiers qui avaient été introduites ce printemps dans l'objectif de prévenir la propagation du COVID-19. Il s'agit dans le cas présent d'une liste d'Etats tiers à partir desquels une entrée dans l'espace Schengen est à nouveau possible. Cette liste est régulièrement mise à jour et la Suisse, en tant qu'Etat associé à Schengen, adopte ces recommandations. Actuellement, 11 Etats tiers remplissent les critères pertinents, la Tunisie et le Rwanda sont les seuls États africains. Dans des cas exceptionnels, cependant, les visas continueront à être délivrés à tous les ressortissants d'Etats tiers.

Les restrictions en matière de déplacements sont levées sur la base de principes communs et en fonction de critères objectifs énoncés dans la recommandation du Conseil. Parmi ces critères figurent la proportionnalité et la non-discrimination. Les critères comprennent une évaluation de la situation épidémiologique dans l'Etat tiers, des mesures de confinement qui y sont en vigueur (y compris la distanciation physique) et des considérations économiques et sociales. La réciprocité avec l'UE est également évaluée au cas par cas.



Fragestunde vom 14. September 2020

Frage 20.5629 Büchel Roland Zuwanderungsabgabe als Bezahlung für die negativen Externalitäten

Mehr als 650'000 EU-Zuwanderer waren in den letzten 13 Jahre Auslöser von negativen Externalitäten und gleichzeitig Profiteure der lokalen hohen Löhne. Ist der BR nicht auch der Meinung, dass negative Externalitäten (auch mit einer negativen Fisikalbilanz verdeutlicht) auch von denjenigen bezahlt werden müssen, die sie auslösen?

Antwort

Der Bundesrat teilt die Ansicht nicht, dass die Bilanz der Personenfreizügigkeit negativ ist. So leisten EU/EFTA-Staatsangehörige beispielsweise heute deutlich mehr Beiträge an die Sozialversicherungen, als sie daraus beziehen. Auch hat die Zuwanderung aus dem EU/EFTA-Raum nicht zu einer Zunahme der Rentenbezüger und Rentenbezügerinnen in der IV geführt.

Im Rahmen der Umsetzung von Artikel 121a der Bundesverfassung wurden verschiedene Modelle zur Steuerung der Zuwanderung diskutiert, darunter auch das Modell einer Zuwanderungsabgabe. Von Letzterem wurde jedoch abgesehen, weil eine Zuwanderungsabgabe nicht mit dem Freizügigkeitsabkommen vereinbar wäre, da bei der Anstellung von Inländern keine vergleichbare Abgabe fällig würde.



Fragestunde vom 14. September 2020

Frage 20.5635 Reimann Lukas Grenzgänger durch ganz Europa?

In der Beantwortung der Ip. 20.5353 fügt der Bundesrat an, dass 2'283 Grenzgänger ein nicht an die Schweiz angrenzenden Wohnstaat haben. Grenzgänger müssen aber wöchentlich mindestens einmal in ihren Wohnstaat zurückkehren, damit sie eine Grenzgängerbewilligung erhalten. Glaubt der BR wirklich, dass die 2'283 Grenzgänger, welche von einem nicht an die Schweiz angrenzenden Wohnstaat kommen, jede Woche mindestens einmal zurückkehren?

Antwort

Freizügigkeitsberechtigte, die ihrer täglichen bzw. wöchentlichen Rückkehrpflicht nicht nachkommen, erfüllen die Voraussetzungen des Grenzgängerstatus nicht. Die Betroffenen gelten als Arbeitnehmer mit Wohnsitz in der Schweiz. Die Vollzugskompetenz für das Freizügigkeitsabkommen liegt bei den kantonalen Migrationsbehörden. In Verdachtsfällen überprüfen die kantonalen Behörden die Einhaltung der Rückkehrpflicht und passen den Status der betroffenen Personen gegebenenfalls den tatsächlichen Gegebenheiten an.

Der Bundesrat geht davon aus, dass die Kantone diese Aufgabe wahrnehmen. Deshalb hat er keinen Grund zur Annahme, dass Grenzgänger und Grenzgängerinnen mit Wohnort in einem anderen Staat als den Nachbarstaaten systematisch ihre Rückkehrpflicht verletzen.



Fragestunde vom 14. September 2020

Frage 20.5558 Riniker Luftpolizeidienst

Wie gestaltet sich die Zusammenarbeit zwischen skyguide und der Luftwaffe?
Welche Bedeutung hat der Luftpolizeidienst für die zivilen Landesflughäfen der Schweiz?

Antwort

Die Landesflughäfen profitieren direkt vom Luftpolizeidienst. Bereits im Alltag würden anfliegende und startende Verkehrsflugzeuge erheblich gefährdet, wenn ein Flugzeug ohne Bewilligung in den geschützten Luftraum um einen Landesflughafen einfliegt. Die Luftwaffe kann ein solches Flugzeug orten, identifizieren und auch aus der Zone herausbegleiten. Sollte sich die Sicherheitslage drastisch verschlechtern, kann ein wirksamer, permanenter Luftpolizeidienst zum Schutz der Landesflughäfen und des Zubringerverkehrs beitragen.

Die Luftwaffe und die skyguide arbeiten eng zusammen. Eine wichtige Grundlage für die zentrale Flugverkehrsführung der skyguide ist ein gemeinsames Luftlagebild, das unter anderem mithilfe von Daten militärischer Radare der Luftwaffe erstellt wird. Die Flugverkehrsleiterinnen und Flugverkehrsleiter von skyguide leiten nicht nur den gesamten zivilen Flugverkehr, sondern auch die Militärflugzeuge.

Der Schweizer Luftraum mit seiner hohen Verkehrsdichte und den wichtigen internationalen Luftstrassen, die durch ihn hindurchführen, muss umfassend und effizient kontrolliert und bewirtschaftet werden. Indem Luftwaffe und skyguide eng zusammenarbeiten, gewährleisten sie die Sicherheit im Luftraum



Fragestunde vom 14. September 2020

Frage 20.5596 Schlatter

Steigern Offset-Geschäfte bei der Rüstungsbeschaffung die Kriegsmaterialexporte der Schweiz?

Das Beschaffungsvolumen von Rüstungsgütern wird zwischen 2023 und 2032 zwischen 9 und 15 Milliarden betragen. Damit gibt es Offset-Geschäfte in einer nie dagewesenen Grössenordnung. Ich bitte den Bundesrat in diesem Kontext um die Beantwortung folgender Frage: Wie haben Offset-Geschäfte bei der Rüstungsbeschaffung die Rüstungsexporte der Schweiz in der Vergangenheit beeinflusst? Welche Zunahme der Rüstungsexporte ist in den nächsten 10 Jahren zu erwarten?

Antwort

Offset-Geschäfte dienen der Stärkung der sicherheitsrelevanten Technologie- und Industriebasis der Schweiz. Sie öffnen Schweizer Unternehmen Zugang zu neuen Technologien und zu neuen Märkten. Die Exporte können dabei sowohl zivile und doppelt verwendbare Güter als auch Rüstungsgüter umfassen. Zur Frage der Beeinflussung von Offset-Geschäften auf Rüstungsexporte liegt keine Studie vor.

Die Entwicklung der Rüstungsexporte in den nächsten 10 Jahren lässt sich nicht voraussagen.



Fragestunde vom 14. September 2020

Frage 20.5540 Schneeberger

Fabi: Geschäftsfahrzeuginhaber: Wo bleibt die Gesetzesänderung?

Am 29.8.2017 hat Ständerat Erich Ettlin die Motion 17.3631 eingereicht. Es sollen die notwendigen gesetzlichen Änderungen vorgenommen werden, damit auf Verwaltungsstufe ein Einkommensanteil für die Nutzung des Geschäftsfahrzeugs für den Arbeitsweg mitabgegolten ist und der Fahrkostenabzug für diese Steuerpflichtigen ausgeschlossen wird. Diese Motion wurde vom SR am 12.12.2017 und vom NR am 29.5.2018 angenommen. Warum wird diese Gesetzesänderung nicht umgesetzt? Wie sieht der Zeitplan aus?

Antwort

Das EFD wird bis Anfang 2021 gestützt auf das Ergebnis der Vernehmlassung die revidierte Verordnung verabschieden. Betreffend Zeitpunkt des Inkrafttretens läuft derzeit die Konsultation der Konferenz der kantonalen Finanzdirektorinnen und Finanzdirektoren.



Heure des questions du 14 septembre 2020

Question 20.5541 Feller

TVA. Délai de remboursement d'excédents d'impôt préalable à l'assujetti

Lorsqu'un décompte trimestriel TVA présente un solde en faveur de l'assujetti, le remboursement doit en principe intervenir dans les 60 jours suivant la réception du décompte par l'Administration fédérale des contributions (AFC). Or, l'AFC semble appliquer strictement le délai de 60 jours, s'abstenant de procéder au remboursement dans un délai plus bref. Vu les circonstances économiques et les besoins en liquidités des PME, l'AFC ne devrait-elle pas procéder au remboursement plus rapidement?

Réponse

Die vorzeitige Rückerstattung von Vorsteuerüberschüssen kann mit einem Gesuch beantragt werden. Dieser Hinweis ist auf der Internetseite der ESTV publiziert. Die mehrwertsteuerpflichtigen Unternehmen wurden zusätzlich im ersten Halbjahr 2020 im Zusammenhang mit der einzureichenden Mehrwertsteuerdeklaration informiert.

Die ESTV nimmt eingehende Gesuche umgehend an die Hand, damit Vorsteuerüberschüsse möglichst rasch ausbezahlt werden können. Damit trägt die ESTV einer liquiditätsbedingt schwierigen Situation von mehrwertsteuerpflichtigen Unternehmen Rechnung. Trotzdem müssen die in den Deklarationen gemachten Angaben vorgängig noch geprüft werden. Auch wenn sich die ESTV um eine speditive Prüfung bemüht, nimmt dies einige Zeit in Anspruch. Die Dauer hängt von den Umständen im jeweiligen Einzelfall ab.

Stehen den Guthaben aus Vorsteuerüberschüssen verrechenbare Gegenforderungen der ESTV gegenüber, tätigt die ESTV aber keine Auszahlungen und macht stattdessen die Verrechnung geltend. Dasselbe gilt für Fälle, in denen eine Sicherstellung von künftigen Steuerforderungen notwendig ist.



Fragestunde vom 14. September 2020

Frage 20.5562 Schneeberger

Ist die Handy-Kommunikation der Bundesverwaltung sicher?

Das deutsche Bundesamt für Sicherheit und Informatik schätzt die Verwendung von iOS Versionen als kritisch ein. Scheinbar hat eine Studie "Sicherheitsanalyse der iOS Plattform für den iPhone Einsatz im EJPD" das schon einmal aufgegriffen.

Wie waren die Erkenntnisse aus der Studie?

Wurde auch Android untersucht?

Antwort

Die erwähnte Studie des EJPD bezieht sich auf den mobilen Zugriff über Smart Devices auf Fachanwendungen des EJPD und nicht auf die allgemeine Handy-Kommunikation der gesamten Bundesverwaltung.

Die vom Bund verwalteten Smart Devices werden durch ein so genanntes Mobile Device Management verwaltet, das sie regelmässig auf Sicherheitslücken prüft. Als zusätzliche Sicherheitsmassnahme wird ab nächstem Jahr die Aktualisierung von veralteten Betriebssystemversionen technisch erzwungen. Die bundesinterne schriftliche Kommunikation auf mobilen Geräten erfolgt über eine gesicherte «Sandbox». Für VERTRAULICHE Gespräche und Chats steht weiter eine speziell verschlüsselte App zur Verfügung.

Grundsätzlich sind die Risiken bei den beiden verbreitetsten mobilen Betriebssystemen vergleichbar. Beide Betriebssysteme weisen periodisch Sicherheitslücken auf, die überwacht und durch entsprechende technische Massnahmen geschlossen werden müssen.



Fragestunde vom 14. September 2020

Frage 20.5578 Schneider Schüttel

Ist diese Art von Subventionspolitik aus volkswirtschaftlicher und finanzpolitischer Sicht sinnvoll?

Laut WSL und SCNAT beträgt die Summe der quantifizierbaren, biodiversitätsschädigenden Subventionen in der Schweiz jährlich CHF 40 Mrd. Davon wirkten CHF 15 Mrd. vollständig biodiversitätsschädigend, CHF 19 Mrd. partiell und CHF 6 Mrd. je nach Umsetzung. Derweil gebe die öffentliche Hand —je nach Berechnung— CHF 520 Mio. bis CHF 1.1 Mrd. für Biodiversitätsförderung aus. Ist diese Art von Subventionspolitik aus volkswirtschaftlicher bzw. finanzpolitischer Sicht sinnvoll? Wenn ja/ nein, warum?

Antwort

In der erwähnten Studie werden ausgabenseitige Subventionen, aber auch Steuererleichterungen, nicht internalisierte externe Kosten und Fehlanreize infolge der Zweckbindung von Einnahmen zu den Subventionen gezählt. Dieser breite Subventionsbegriff erklärt den hohen Betrag von 40 Mrd. bei den potentiell biodiversitätsschädigenden Subventionen. Zum Vergleich: 2019 richtete der Bund insgesamt ausgabenseitige Subventionen von 42 Mrd. aus.

Der Bund prüft die Empfehlungen der Studie, erachtet aber zum heutigen Zeitpunkt eine vollständige Umgestaltung der in der Studie identifizierten Subventionen mit potentiell biodiversitätsschädigenden Auswirkungen als unrealistisch. So fallen von den 15 Milliarden als vollständig biodiversitätsschädigend identifizierten Subventionen 13 Milliarden im Verkehrsbereich an und werden im Wesentlichen mit der Zweckbindung der Verkehrsabgaben zu Gunsten des Aus- und Neubaus von Verkehrsinfrastrukturen begründet. Weitere 1.5 Milliarden entfallen auf die Landwirtschaft, wo nebst der Mineralölrückerstattung auch die für die Versorgungssicherheit und Wettbewerbsfähigkeit als wichtig erachteten Bereiche Marktstützung und Meliorationen negative Biodiversitätsauswirkungen haben. Solche Zielkonflikte sind unvermeidbar, werden aber in den Botschaften zu den jeweiligen Gesetzesgrundlagen transparent ausgewiesen.



Fragestunde vom 14. September 2020

Frage 20.5608 Molina

Mangelhafte Kontrollen beim Import von Edelmetallen durch die Eidgenössische Zollverwaltung: Wann macht der Bundesrat endlich seine Arbeit für einen sauberen Goldhandel?

In ihrem Audit vom 24. Februar 2020 stellte die EFK gravierende Mängel bei den Kontrollen beim Import von Edelmetallen durch die EZV und die EMK fest. So fehlt etwa die Transparenz über den Ursprung von Gold.

Dadurch kann Gold, das mit Menschenrechtsverletzungen abgebaut wurde, in die Schweiz gelangen.

- Ist der Bundesrat bereit, die Empfehlungen der EFK vollständig umzusetzen? Falls ja: bis wann?
- Bis wann setzt er die acht Empfehlungen aus dem Bericht über Goldhandel und Menschenrechte um?

Antwort

Der Bericht der Eidgenössischen Finanzkontrolle über die Wirksamkeit der Edelmetallkontrolle vom 24. Februar 2020 enthält vier Empfehlungen an die Eidgenössische Zollverwaltung. Sie ist mit diesen Empfehlungen einverstanden.

Die Verbesserung der Transparenz der Importstatistik im Bereich des Goldhandels wird bis Ende 2020 teilweise umgesetzt; die vollständige Umsetzung erfolgt zusammen mit den drei weiteren Empfehlungen bis Ende 2021. Die Schweiz wird sich auch international dafür einsetzen, dass das Harmonisierte System der Weltzollorganisation in den nächsten Jahren entsprechend geändert wird.

Um eine optimale Koordination und Kohärenz zu gewährleisten, wurden die Empfehlungen, die im Bericht zur Beantwortung des Postulats Recordon 15.3877 vorgestellt wurden, im Aktionsplan «Wirtschaft und Menschenrechte: Nationaler Aktionsplan der Schweiz 2020-2023» integriert. Der Bundesrat hat den Aktionsplan am 15. Januar 2020 gutgeheissen. Der aktuelle Stand der Umsetzung wird in das Berichtsverfahren des Nationalen Aktionsplans integriert.



Fragestunde vom 14. September 2020

Frage 20.5627 Schläpfer Negativzinsen der SNB bei Schweizer Sparer und Sozialwerke

Die Schweizerische Nationalbank verrechnet Negativzinsen auch an Schweizer Sparer und Sozialwerke wie z.B. die AHV und das BVG. Bei der letzten Frankenstärke in den 70-er Jahren wurden Negativzinsen nur auf ausländisches Kapital erhoben.

- sieht der Bundesrat eine Möglichkeit, dass auch jetzt die Negativzinsen nur auf ausländisches Kapital erhoben wird?
- falls nein, weshalb war dies in den Siebzigerjahren möglich?

Antwort

Zunächst ist festzuhalten, dass die SNB weder Sparer noch Pensionskassen direkt mit Negativzinsen belastet, da diese kein Konto bei der SNB haben; das Girokonto des AHV-Ausgleichsfonds bei der SNB ist von den Negativzinsen ausgenommen.

Was die Möglichkeit von Negativzinsen nur auf ausländisches Kapital betrifft, so legt der Bericht des Bundesrates vom 25. Mai 2016 in Erfüllung des Postulats 11.4173 (Währungspolitisches Instrumentarium) dar, dass im geltenden rechtlichen Rahmen keine Möglichkeit für die Beschränkung von Negativzinsen nur auf ausländisches Kapital mehr besteht. Mit Inkraftsetzung des neuen Nationalbankgesetzes (NBG) im Jahr 2004 wurde auf die Möglichkeit der Anordnung von Kapitalverkehrskontrollen durch den Bundesrat oder die Nationalbank explizit verzichtet. Dies nicht zuletzt aufgrund der Erfahrungen mit den Massnahmen der 1970-er Jahre, die sich als nur eingeschränkt wirksam erwiesen hatten. Die SNB kann den Geschäftsbanken unter geltendem Recht nicht vorschreiben, ob sie ihrerseits einen Negativzins von Kunden verlangen und sie kann keine Vorgaben machen, welche Kunden (bspw. nur ausländische) zu belasten wären.

Neben der fehlenden gesetzlichen Grundlage wäre die technische Umsetzung sehr schwierig und würde erheblichen administrativen Aufwand erfordern, da zahlreiche Umgehungsmöglichkeiten bestehen und sich Geldzuflüsse nicht ohne Weiteres dem In- oder Ausland zuordnen lassen. Ein weiterer Nachteil wäre, dass eine Beschränkung der Negativzinsen auf ausländische Geldzuflüsse die Wirksamkeit der Geldpolitik in Bezug auf die Abschwächung des Frankens behindern würde. Nicht zuletzt könnte eine selektive Belastung ausländischer Geldzuflüsse international auf Akzeptanzprobleme stossen und der Reputation der Schweiz schaden.



Heure des questions du 14 septembre 2020

Question 20.5544 Grossen Jürg **Reichen die Massnahmen des Bundesrates aus, damit die** **Versorgungssicherheitsbeiträge die langfristige Versorgungssicherheit nicht** **untergraben?**

Laut einer Studie von VVSL und SCNAT wirken sich die jährlich CHF 745 Mio. an Versorgungssicherheitsbeiträgen (Basisbeitrag) nachteilig auf die Biodiversität aus und torpedieren damit langfristig die angestrebte Versorgungssicherheit. Auf meine IP 20.3304 beschreibt der Bundesrat verschiedene Massnahmen, die er bei den Versorgungssicherheitsbeiträgen ergreifen will: Werden deren biodiversitäts- und umweltschädigende Wirkung dadurch gänzlich aufgehoben? Wenn nein, was genau ist dafür noch nötig?

Réponse

Les contributions à la sécurité de l'approvisionnement ne sont versées que si les prestations écologiques requises sont effectivement fournies. En outre, les surfaces herbagères extensives et les surfaces herbagères exploitées de manière peu intensive sont soutenues au moyen de contributions à la biodiversité. Cela incite certainement les agriculteurs à aménager de telles surfaces. Autrement dit, il est peu probable que les contributions à la sécurité de l'approvisionnement entraînent les agriculteurs à intensifier l'exploitation des surfaces herbagères extensives et des surfaces herbagères peu intensives.

Ménager les ressources naturelles et la capacité de charge des écosystèmes joue un rôle important dans la préservation de la sécurité de l'approvisionnement à long terme. Le Conseil fédéral propose d'ailleurs avec la PA22+ de transférer 300 millions de francs des contributions à la sécurité de l'approvisionnement et des contributions au paysage cultivé vers les contributions aux systèmes de production.

Les mesures suivantes sont en outre prévues avec la PA22+:

- La contribution de base critiquée dans l'étude sera biffée.
- Les prestations en faveur de l'environnement et du bien-être des animaux seront mieux rétribuées.
- Les terres arables ouvertes et les cultures permanentes seront plus fortement soutenues.
- Enfin, la charge minimale de bétail actuellement en vigueur sera supprimée.



Heure des questions du 14 septembre 2020

Question 20.5545 Bircher

Kurzarbeitsentschädigung bei öffentlich-rechtlichen Arbeitgebern

In der Motion 20.3540 begründet der Bundesrat das Gemeinden keinen Anspruch auf Kurzarbeitsentschädigung haben, weil dort kein Verlust von Arbeitsplätzen zu befürchten sei. Warum haben viele Unternehmen KAE erhalten, welche in der Lage gewesen wären, dies finanziell zu überbrücken und damit die KAE nichts als Kündigungsschutz, sondern als Teillohnersatz beanspruchten sowie z.B. die ungleiche Behandlung zwischen SBB und regionalen Verkehrsbetrieben?

Réponse

L'indemnité en cas de réduction de l'horaire de travail (RHT) vise à maintenir les contrats de travail et par là à empêcher les suppressions d'emplois. L'octroi de cette indemnité doit pouvoir être effectué rapidement et de manière peu bureaucratique. En effet, si la situation financière de chaque entreprise déposant une demande de RHT devait être clarifiée de manière approfondie, le processus de versement des prestations serait fortement entravé et cela pourrait mettre les entreprises en difficulté financière.

Dans le cas des entreprises de droit public ou des communes, un risque direct de perte d'emploi peut être exclu même sans analyse approfondie, car elles ne supportent généralement aucun risque d'exploitation ou de faillite. Les pertes éventuelles sont couvertes par des moyens publics, qu'il s'agisse de subventions ou d'autres moyens financiers. Le droit à la RHT pour les fournisseurs de prestations publiques n'est pas entièrement exclu, il peut être accordé aux employés si les travailleurs concernés sont exposés à un risque concret et immédiat de licenciement.

Les organismes d'exécution de l'assurance-chômage ont dû ainsi examiner les demandes en RHT des entreprises de transport en fonction de ces aspects. Comme les différentes entreprises de transport sont financées différemment par les pouvoirs publics, le risque direct de licenciement est susceptible d'être différent d'une entreprise de transport à l'autre.



Heure des questions du 14 septembre 2020

Question 20.5563 Riniker

Zeitplan i.S. Vorgehen für gezielte wirtschaftliche Abfederung in Einzelfällen

Der Bundesrat hat am 2.9.20 kommuniziert, gemeinsam mit den Kantonen Lösungen für Härtefälle (Tätigkeiten im Zusammenhang mit Veranstaltungen, Events und Reisen) zu suchen. Sofern die Kantone mit dem Vorgehen einverstanden sind, stellen sich zwei Fragen.

- Bis wann können die betroffenen Branchen mit konkreten Lösungen Seitens Bund rechnen?
- Welche Voraussetzungen müssen dafür erfüllt sein?

Réponse

Avec la fin de la « situation extraordinaire » au sens de la Loi sur les épidémies, les restrictions sanitaires ont été assouplies et les activités économiques se sont largement normalisées dans bon nombre de branches.

En raison des directives sanitaires en vigueur, des entreprises continuent toutefois d'être fortement affectées. C'est notamment le cas de certaines entreprises actives en lien avec l'événementiel, les grandes manifestations et le tourisme.

C'est la raison pour laquelle le Conseil fédéral entend examiner avec les Cantons, s'il serait judicieux d'apporter un soutien adapté aux besoins, analysé au cas par cas.

Le DEFR et le DFF ont pris contact avec les Cantons pour évaluer les besoins, les critères à prendre en considération et la manière de procéder. Le Conseil fédéral prendra une décision sur la base de cette analyse de la situation. La création d'une base légale serait nécessaire pour que la Confédération puisse participer aux mesures cantonales.



Heure des questions du 14 septembre 2020

Question 20.5579 Chevalley

En Suisse, à partir de quel âge considère-t-on qu'il y a travail des enfants?

En Suisse, le permis de tracteur est à 14 ans. Certaines ONGs considèrent que les enfants de 14 ans qui travaillent dans des champs dans des pays pauvres font du travail inacceptable aux yeux des droits de l'Homme. Afin de clarifier ce point, il serait bon que le Conseil fédéral puisse indiquer au Parlement quel est l'âge auquel un enfant peut aller faire des travaux aux champs. Il est clair que cela ne doit pas être des travaux dangereux ou qui l'empêche d'aller à l'école.

Réponse

La législation suisse est conforme à la Convention n° 138 sur l'âge minimum de l'Organisation internationale du travail et la Convention n° 182 sur les pires formes de travail des enfants de l'Organisation internationale du travail, que la Suisse a ratifiées.

Selon l'article 30 de la Loi suisse sur le travail, il est interdit d'employer des jeunes gens âgés de moins de 15 ans révolus. Font exception les « travaux légers » que les jeunes gens de plus de 13 ans peuvent être chargés d'effectuer, conformément à l'article 30 al. 2 let. a de la Loi sur le travail. Il s'agit de travaux qui, de par leur nature et les conditions dans lesquelles ils s'exercent, ne sont susceptibles de compromettre ni la santé, ni la sécurité, ni le développement physique ou psychique des jeunes, pas plus qu'ils ne risquent de porter préjudice à leur assiduité et à leurs prestations scolaires.



Heure des questions du 14 septembre 2020

Question 20.5590 Brenzikofer

Conséquences à long terme pour le secteur de l'évènementiel

Die Eventbranche zählt heute gemäss Kulturstatistik des Bundes rund 275000 Mitarbeitende. Diese junge Veranstaltungsbranche ist langfristig sehr stark von den Covid19-Massnahmen betroffen und es droht eine Konkurswelle mit Arbeitsplatzverlusten.

1. Sieht der Bundesrat eine spezifische Unterstützung der Veranstaltungsbranche vor und in welcher Form?
2. Sollte keine weitere Unterstützung vorgesehen sein; welche Strategie verfolgt der Bundesrat, um den Schaden in dieser Branche zu minimieren?

Réponse

Les mesures prises par le Conseil fédéral ont eu l'effet escompté. Le Conseil fédéral a notamment permis aux personnes ayant une position assimilable à celle d'un employeur dans le domaine de l'évènementiel de bénéficier de l'APG. Il n'a pas identifié de secteur d'activité qui serait complètement passé entre les mailles du filet des assurances sociales. Il reconnaît néanmoins que certains secteurs d'activité continuent d'être particulièrement affectés par l'obligation d'autorisation cantonale pour les grandes manifestations de plus de 1000 personnes. Avec le retour à la "situation particulière", conformément à la loi sur les épidémies, la responsabilité principale de la prévention revient aux cantons. Par conséquent, des mesures régionales sont actuellement au premier plan.

1. Afin d'éviter des distorsions de concurrence et les fausses incitations, le Conseil fédéral exclut des mesures de soutien sectorielles au niveau national dans la situation actuelle.
2. Le Conseil fédéral a chargé le SECO et l'AFF d'étudier, en collaboration avec les cantons, une éventuelle solution pour les cas spécifiques d'importance cantonale ou régionale particulièrement touchés.



Heure des questions du 14 septembre 2020

Question 20.5602 Schläpfer **Gründe für die Entlassungen von älteren Arbeitnehmern**

In der Antwort zur Ip. 20.3656 unterstreicht der Bundesrat, dass 74% der älteren Arbeitnehmer (zwischen 55 und 64 Jahren), welche zwischen Januar 2020 und Mai 2020 die Arbeitsstelle verloren, mindestens einen Abschluss der Sekundarstufe li hatten. Was waren gemäss Bundesrat die Gründe wieso diese Arbeitnehmer die Stelle verloren, da diese mehrheitlich nicht schlecht ausgebildet waren?

Réponse

Le Conseil fédéral ne connaît pas les motifs de la perte d'emploi d'une personne, étant donné que ceux-ci ne doivent pas être communiqués à l'assurance-chômage lors d'un licenciement.

Depuis le début de la crise du coronavirus et d'après les chiffres actuels concernant le chômage, les travailleurs seniors ont été moins touchés par des licenciements que les groupes d'âge plus jeunes (cf. « La situation sur le marché du travail en août 2020 » publiée sur le site du SECO).

Les conséquences de la crise du coronavirus sur le marché du travail ne permettent pas de tirer des conclusions en relation avec le niveau de formation d'une personne, mais plutôt sur les branches concernées.



Heure des questions du 14 septembre 2020

Question 20.5604 Estermann

Neuanfang bei der Arbeitslosenversicherung mit Berücksichtigung des Verursacherprinzips

Gemäss Ip. 20.3570 erklärt der Bundesrat, dass EU/EFTA-Staatsangehörige in Branchen mit erhöhtem Arbeitslosenrisiko arbeiten und deshalb überdurchschnittlich ALV-Leistungen beziehen. Wie könnte eine Lösung aussehen, bei welcher ausländische Branchenangehörige mit erhöhtem Arbeitslosenrisiko mehr in die Arbeitslosenkasse einbezahlen, um die Diskrepanz zwischen Leistungsbezug und Einzahlung in die ALV zu schmälern?

Réponse

La réponse du Conseil fédéral à la motion 20.3826 du Groupe de l'Union démocratique du centre « Pour des cotisations à l'assurance-chômage adaptée au risque » répond en détail à la présente question de Mme Estermann. Il convient par conséquent de s'y référer.



Heure des questions du 14 septembre 2020

Question 20.5606 Baumann

Die externen Kosten des Pestizideinsatzes müssten über eine Gebührenerhöhung gedeckt werden

Der Bundesrat schreibt auf die IP 20.3868: «Die externen Kosten [des Pestizideinsatzes] müssten über eine Gebührenerhöhung gedeckt werden.» Offenbar fallen sie heute der Natur und dem Steuerzahler zur Last.

- Ist es verfassungskonform bzw. politikkohärent, wenn die externen Kosten nicht durch die Verursacher getragen werden?
- Nach 50 Jahren Chlorothalonil: Kann der Bundesrat mit Sicherheit sagen, dass der Nutzen aus deren Anwendung höher war, als die damit verbundenen externen Kosten?

Réponse

La loi sur l'organisation du gouvernement et de l'administration ne permet de fixer les émoluments pour l'approbation des substances actives qu'en tenant compte du principe de l'équivalence et du principe de la couverture des coûts. Une augmentation des émoluments ne pourrait donc être envisagée que dans ce cadre. La détermination des coûts externes ainsi que la responsabilité d'un dédommagement doivent être fixées par la politique, comme c'est le cas dans d'autres domaines tels que les transports. Il convient de relever que le calcul des coûts externes, mais aussi des avantages en matière de prestations d'intérêt public, est toujours associé à des incertitudes et doit être traité avec une grande prudence.

Il n'existe pas d'analyse quantitative coûts-bénéfice de l'utilisation du chlorothalonil. Pour des raisons techniques, il n'est pas non plus possible de donner un chiffre pour les pertes de récolte évitées grâce à l'utilisation du chlorothalonil. Comme les autres fongicides, le chlorothalonil a été utilisé pour protéger les cultures contre les dégâts liés aux maladies ; il a contribué ainsi à limiter les pertes de rendement. Cependant, le bénéfice réalisé grâce au chlorothalonil ne peut pas être calculé dans la mesure où d'autres fongicides sont également utilisés pour protéger les cultures.



Heure des questions du 14 septembre 2020

Question 20.5607 Pasquier

État d'avancement du processus d'évaluation des pyréthriinoïdes de synthèse

Dans sa réponse à l'interpellation 20.3901, le Conseil fédéral écrit que des pyréthriinoïdes de synthèse font actuellement l'objet d'un processus de réexamen. Je remercie le Conseil fédéral de répondre aux questions suivantes

- Quelle est l'avancée du processus de réexamen ?
- De nouveaux pyréthriinoïdes de synthèses pourront-ils être approuvés tant que cette procédure ne sera pas terminée ?

Réponse

Le processus de réexamen est en cours et l'évaluation devrait être terminée dans le courant de l'année 2020. La procédure demande ensuite d'entendre les parties, notamment l'industrie et les organisations de protection de l'environnement. Les commentaires ainsi que d'éventuelles nouvelles données doivent alors être prises en considération. Il n'est dès lors pas possible de donner une date précise concernant la fin de cette procédure.

Formellement, rien ne s'oppose à accorder une autorisation pour un nouveau produit contenant une substance faisant l'objet d'un réexamen. En tous les cas, les résultats du réexamen seront également pris en considération à la fin de cette procédure pour ces nouveaux produits.



Heure des questions du 14 septembre 2020

Question 20.5628 Rytz Regula

Seit wann und warum ist die Zulassungen von Pflanzenschutzmitteln in der Schweiz zeitlich nicht begrenzt?

Der Bundesrat schreibt auf meine IP 20.3868: «Die Zulassungen von Pflanzenschutzmitteln sind zeitlich nicht begrenzt». In der EU gilt die Erstgenehmigung von Wirkstoffen/PSM im Regelfall höchstens 10 Jahre und die folgenden Erneuerungen jeweils 15 Jahre.

- Wann wurde die zeitlich befristete Zulassung in der CH aufgehoben und warum?
- Wie lässt sich das Fehlen einer Frist mit dem Auftrag zur Risikoreduktion verbinden?
- Wird aufgrund der negativen Erfahrungen wieder eine Befristung eingeführt?

Réponse

En Suisse, la durée de l'admission des substances actives n'a jamais été limitée dans le temps. Jusqu'en 2018, les autorisations des produits phytosanitaires devaient être renouvelées tous les 10 ans sans coordination possible avec la procédure de réévaluation dans l'UE.

Pour des questions d'efficience de la procédure de réexamen, le Conseil fédéral a supprimé, le 1^{er} janvier 2019, la durée de validité des autorisations. Les autorisations des produits phytosanitaires ainsi que l'admission des substances peuvent faire l'objet en tout temps d'une réévaluation. Dès lors, il est désormais possible de réexaminer les autorisations en même temps que dans les pays membres de l'Union européenne. Nous bénéficions ainsi des dernières connaissances issues des procédures de réévaluation des substances dans l'Union européenne.

Nous ne constatons pas de conséquence négative. Au contraire, les ressources en personnel peuvent être mieux utilisées. La question de la réintroduction d'une durée de validité n'est donc pas à l'ordre du jour.



Heure des questions du 14 septembre 2020

Question 20.5643 Michaud Gigon

Sind Pestizid-Hersteller verpflichtet, für ihre Produkte eine Haftpflichtversicherung abzuschliessen?

Der Bundesrat schreibt auf die IP 20.3868: «Pestizide unterstehen den Bestimmungen des Bundesgesetzes über die Produkthaftung».

- Was genau bedeutet dies im Falle von Chlorothalonil, wo in Ackerbaugebieten flächendeckende Grenzwertüberschreitungen auftreten und in vielen Gemeinden millionenteure Sanierungen drohen?
- Sind Pestizid-Hersteller verpflichtet, für ihre Produkte eine Haftpflichtversicherung abzuschliessen? Wenn ja, wie bemessen sich die Prämien? Wenn nein, warum?

Réponse

Le fait que les pesticides soient soumis aux dispositions de la Loi sur la responsabilité du fait des produits ne signifie pas que les éventuels coûts d'un assainissement soient par principe à la charge des détenteurs des autorisations. La responsabilité pour le dédommagement d'un dégât éventuel devrait être encore éclaircie.

La Loi sur la responsabilité du fait des produits n'oblige pas les détenteurs des autorisations à contracter une assurance responsabilité civile.



Heure des questions du 14 septembre 2020

Question 20.5644 Amaudruz

COVID-19 Solidarbürgschaften: Aufteilung der Kreditmittel an die verschiedenen Branchen

Gemäss Beantwortung der Ip. 20.3565 sind keine Angaben über die Nationalität der wirtschaftlich berechtigten Personen der Firmen, welche Bürgschaftskredite bezogen, bekannt. Kann der Bundesrat Angaben machen zur Missbrauchsquote nach Branchen sortiert? Welche Branchen waren besonders anfällig auf Bezugsmisbräuche unter dem COVID-19 Bürgschaftsregime und welches sind die mutmasslichen Gründe dafür?

Réponse

Les chiffres relatifs aux cas d'abus sont mis à jour régulièrement et publiés sur le site <https://covid19.easygov.swiss>. En date du 8 septembre 2020, 69 procédures pénales étaient engagées et 848 cas sont en cours de clarification. Cette statistique présente les cas dont les organisations de cautionnement ont connaissance, soit parce qu'elles ont elles-mêmes engagé la procédure, soit parce qu'elles ont été informées par une autre instance qu'une procédure avait été engagée. Ne sont pas inclus les cas ouverts par d'autres instances sans information aux organisations de cautionnement.

Compte tenu du nombre très restreint de procédures pénales engagées, il n'est, à l'heure actuelle, pas possible de faire une déclaration représentative sur le taux d'abus par secteur.



Fragestunde vom 14.09.2020

Frage 20.5575 Büchel

Am 29.6.20 hat die AB-BA zur Prüfung der gegen Michael Lauber erhobenen Strafanzeigen einen a.o. Staatsanwalt des Bundes eingesetzt. Die Wahl ist am 23.9.20. Führt das zu rechtsstaatlichen Problemen?

Bereits am 29.7.20 hat Stefan Keller ein Strafverfahren gegen eine Privatperson eröffnet, was via AB-BA öffentlich bekannt gemacht wurde.

1. Ist Stefan Keller tatsächlich schon amtierender a.o. Staatsanwalt des Bundes in einem Strafverfahren, welches gegen den Bundesanwalt gerichtet ist?
2. Darf Stefan Keller schon Untersuchungshandlungen vornehmen?
3. Seit wann darf ein noch zu wählender a.o. Staatsanwalt des Bundes ein Strafverfahren gegen eine Privatperson eröffnen?

Antwort

Zur Frage 1: Am 11. Juni 2020 überwiesen die Ratspräsidien der Bundesversammlung der AB-BA drei Strafanzeigen gegen Bundesanwalt Michael Lauber, FIFA-Präsident Gianni Infantino sowie weitere Personen mit der Aufforderung, eine ausserordentliche Staatsanwältin oder einen ausserordentlichen Staatsanwalt des Bundes zu ernennen. Zwischenzeitlich ging bei der AB-BA eine weitere Strafanzeige in derselben Sache ein. Am 29. Juni 2020 hat die AB-BA Herrn Dr. Stefan Keller gestützt auf Artikel 67 des Strafbehördenorganisationsgesetzes (SR 173.71) und der Rechtsprechung des Bundesstrafgerichts zum ausserordentlichen Staatsanwalt des Bundes ernannt.

Zur Frage 2: Der a.o. Staatsanwalt des Bundes ist in seiner Tätigkeit gegenüber der AB-BA unabhängig.

Zur Frage 3: Mit Medienmitteilung vom 8. September 2020 hat die Gerichtskommission der Vereinigten Bundesversammlung informiert, dass sie der Bundesversammlung vorschlägt, Herrn Dr. Stefan Keller am 23. September 2020 gestützt auf Artikel 17 Absatz 3 des Parlamentsgesetzes (SR 171.10) für die Durchführung der Strafuntersuchung gemäss Artikel 308 ff. der Strafprozessordnung zum a.o. Bundesanwalt zu wählen. Für die Definition des Mandates ist die Gerichtskommission zuständig.